

DRT-2203

CONSTITUTION DE LA RÉPUBLIQUE DU QUÉBEC

Par :

Simon Barrette

Geneviève Bédard-Nadeau

Fanny Demousseau

Nico Julien

Eugénie Lahaie

Nicolas Lavigne-Lefebvre

Philippe Maltais-Guilbault

Amélie Phaneuf



[**TITRE 1.
DE LA RÉPUBLIQUE DU QUÉBEC**](#_itme06a7wkv3) **8**

[CHAPITRE 1.
DES VALEURS FONDAMENTALES](#_h1qz2u205vyq) 10

[CHAPITRE 2.
DE LA CITOYENNETÉ QUÉBÉCOISE](#_qrl498meapxi) 13

[CHAPITRE 3.
DES SYMBOLES NATIONAUX](#_40ks3fp51p2) 14

[**TITRE 2.
DES DROITS, LIBERTÉS ET RESPONSABILITÉS DES PERSONNES**](#_vkeb7rhnqjyk) **18**

[CHAPITRE 1.
DES DROITS ET LIBERTÉS](#_99j7348cbut) 18

[CHAPITRE 2.
DES RESPONSABILITÉS](#_580ent2ty8i) 20

[CHAPITRE 3.
DU POUVOIR DE DÉROGATION](#_rou2ngatta7m) 20

[CHAPITRE 4.
DU POUVOIR DE LIMITATION](#_p4adivmhtq1a) 22

[**TITRE 3.
DES INSTITUTIONS DE LA RÉPUBLIQUE DU QUÉBEC**](#_dm253bnjduep) **22**

[CHAPITRE 1.
DE LA PARTICIPATION CITOYENNE](#_r2ldaijewruq) 23

[CHAPITRE 2.
DU GOUVERNEMENT](#_k54uxn6xv9gb) 25

[CHAPITRE 3.
DU PARLEMENT](#_77z5falasi76) 26

[CHAPITRE 4.
DE LA RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE](#_t3m8jo7bloy8) 29

[**TITRE 4.
DE LA MAGISTRATURE**](#_kivun5ywrws2) **31**

[CHAPITRE 1.
DE LA COMPOSITION DES TRIBUNAUX](#_np0ar52twnb0) 31

[**TITRE 5.
DES RELATIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX**](#_kitkp7743z6r) **33**

[**TITRE 6.
DES ORGANISMES PUBLICS**](#_m0os23ntt184) **36**

[**TITRE 7.
DES PROCÉDURES D’AMENDEMENTS**](#_tlk11vknrc5r) **39**

[CHAPITRE 1.
DE LA PROCÉDURE GÉNÉRALE D’AMENDEMENT](#_7khjqgmlr66d) 40

[CHAPITRE 2.
DES PROCÉDURES SPÉCIALES D’AMENDEMENT](#_ic21kvj4zya) 40

[**TITRE 8.
DES DISPOSITIONS MODIFICATIVES ET TRANSITOIRES**](#_nx17uicbdudt) **40**

[**TITRE 9.
DE L’ENTRÉE EN VIGUEUR**](#_on1uk7g0wyo3) **42**

[**ANNEXE 1: Représentation du drapeau national, le fleurdelisé**](#_8m5shmoa4x0r) **49**

[**ANNEXE 2 : Représentation des armoiries nationales du Québec**](#_gn1b9mh3qmtp) **50**

[**ANNEXE 3 : Recette officielle du plat national du Québec**](#_evawafnq2ky2) **51**

[**ANNEXE 4 : Partition officielle de l’hymne national du Québec : « Gens du pays »**](#_rq85p766t4ta) **53**

[**ANNEXE 5 : Charte des organismes publics**](#_9wgjt3o57w3d) **54**

**ARTICLES COMMENTÉS**

CONSIDÉRANT que le peuple du Québec, dans l’exercice de son droit à l’autodétermination, en accord avec les principes de droit naturel, se constitue en République ;

|  |
| --- |
| Ce premier considérant manifeste le choix du peuple du Québec, possédant le pouvoir constituant originaire, le droit à l’autodétermination[[1]](#footnote-1), de se doter d’une Constitution en dehors d’un document juridique préexistant, comme la Constitution du Canada[[2]](#footnote-2) et de se constituer en République. Ce pouvoir ne vient pas du 21e siècle, il est beaucoup plus ancien. Nous avons des exemples de ce pouvoir dans la *Magna Carta[[3]](#footnote-3)* de 1215 et le préambule du *Bill of Rights*[[4]](#footnote-4) de 1689. Il provient de la condition des êtres humains qui s’érigent, par contrat social[[5]](#footnote-5), une organisation commune. Au sein de cette organisation commune est la personne humaine. Elle a un caractère sacré, inviolable qui est consacré dans de nombreux textes constitutionnels, fondamentaux et internationaux tel que la *Déclaration d’indépendance américaine de 1776*[[6]](#footnote-6), la *Déclaration des droits de l’homme et du citoyen*[[7]](#footnote-7) et le *Pacte international relatifs aux droits civils et politiques*[[8]](#footnote-8). C’est seulement en respectant les droits individuels des personnes citoyennes que le pouvoir de se constituer en République peut s’exprimer justement. Cette exigence morale oblige le peuple à réaliser un équilibre délicat entre la liberté positive du peuple d’agir collectivement et la liberté négative de la personne humaine d’avoir un espace où elle est à l’abris de toute contrainte du peuple agissant collectivement[[9]](#footnote-9). Cette organisation commune ainsi organisé est l’espace où la chose (*res*) publique (*publica*), communément appelée République, existe. |

CONSIDÉRANT que le gouvernement tire son pouvoir légitime du consentement des citoyens et citoyennes, lorsque le gouvernement n’a plus leur consentement, les citoyens possèdent le droit de l’altérer ou l’abolir, et d'instituer un nouveau gouvernement sur ces principes ;

|  |
| --- |
| Ce second considérant rappelle que le pouvoir de gouverner le peuple provient du peuple qui a librement consenti à être gouverné. En conséquence, l’absence de consentement à être gouverné retire aux gouvernants le droit de gouverner. Cela peut se produire lorsque les gouvernants transforment l’organisation commune, la République, sans que le peuple donne son consentement à cette transformation. Cette transformation sans consentement est un exercice tyrannique du pouvoir par les gouvernants, car elle n’est pas conforme au contrat social[[10]](#footnote-10) [[11]](#footnote-11) que le peuple a accepté et qui s’exprime par la forme, la nature ou la qualité de son organisation commune. La transformation sans consentement n’est pas conforme au contrat social, parce qu’elle nie le droit naturel du peuple à consentir à la transformation de son organisation commune. Pour remédier à cet abus des gouvernants, le peuple a le droit de reconstituer l'organisation commune à laquelle il choisi librement de consentir. Le peuple est alors à nouveau parti à un contrat social sur la base duquel les gouvernants ont le droit de gouverner. |

CONSIDÉRANT que la République du Québec est un État de droit fondé sur des traditions juridiques françaises et britanniques ;

|  |
| --- |
| Ce troisième considérant fonde la République sur les traditions juridiques françaises et les traditions juridiques britanniques. Les traditions juridiques françaises sont issues, entre autre choses, du *Code Napoléon*, de la *Coutume de Paris* et du droit romain. Pour la tradition juridique britanniques, nous renvoyons, parmi tant d’autres choses, à la *common law*, à l’*habeas corpus* et auxautres droits et libertés du *Petition of Rights* de 1628. Avec cette fondation bijuridique, existe aussi « l’État de droit »[[12]](#footnote-12). Ce principe juridique complexe veut dire que toujours le droit a primauté. Que ce soit en droit administratif, par la relation entre l’administré et l’État; que ce soit le droit personnel d’une personne en relation avec une autre personne ou; que ce soit le droit réel d’une personne sur un bien: le droit n’est pas immanent à une seule entitée, peu importe laquelle. Le droit transcende tout. En conséquence, aucune entité n’exerce un droit sans être liée par le droit. Une organisation commune qui a comme principe fondamental « le droit » et qui est un « État de droit », protège tout le monde de l’exercice arbitraire du droit en refusant que le droit soit approprié par une seule entitée. Ni l’État, ni les gouvernants, ni les juges, ni les législateurs peuvent être seuls détenteurs du droit. Aucun d’entres eux est la source immanente du droit. |

CONSIDÉRANT que les Québécois et les Québécoises forment une nation, avec les nations abénaquise, algonquine, atikamekw, crie, huronne, micmaque, mohawk, montagnaise, naskapie et inuite, distinctes au sein du Québec, avec l’identité historique, linguistique et culturelle de la communauté anglophone du Québec et avec l’apport précieux des minorités ethniques, religieuses et linguistiques à poursuivre le développement du Québec ;

|  |
| --- |
| Ce quatrième considérant énonce que les personnes qui habitent le Québec forment, ensemble, une nation. C’est-à-dire qu’elles se voient ensemble dans les grandes choses qu’elles ont fait dans le passé et veulent encore en faire, de grandes choses, ensemble dans l’avenir[[13]](#footnote-13). Les nations autochtones au Québec sont aussi parties de la nation du Québec. Le Québec s’engage à se relier avec elles dans des rapports futures qui soient de *nation à nation* , comme prévu dans l’entente Québec-Cris[[14]](#footnote-14). Aussi, les personnes qui s’identifient comme partie de l’histoire, de la langue et de la culture des Îles britanniques composent aussi la nation du Québec. Enfin, l’apport régénérateur, continue, de nouvelles personnes des quatre coins du monde soutient la vitalité du Québec et son développement. |

CONSIDÉRANT que le Québec a le devoir de protéger et de promouvoir les droits fondamentaux de la personne et des collectivités, tant au Québec que dans le monde;

|  |
| --- |
| Ce cinquième considérant impose au Québec un double devoir. Le devoir de protéger et promouvoir les droits fondamentaux des personnes[[15]](#footnote-15) et le devoir de protéger et promouvoir des ensemble de personnes partageant des choses en commun, les collectivités. Les droits des personnes sont disposées dans la *Charte des droits et libertés de la personne*[[16]](#footnote-16), que nous avons annexé à la présente Constitution. Ensuite, les droits des collectivités renvoient aux multiples façons que les personnes se réunissent pour poursuivre des objectifs communs. Nous pensons ici aux collectivités territoriales, communautaires, économiques, politiques, religieuses, sociales, humanitaires, philanthropiques, éducatives et autres. Enfin, La dernière partie de ce cinquième considérant impose au Québec ces deux devoirs d’abord au Québec, puis, dans le monde. Car, l’indépendance du Québec apporte un nouveau devoir qui est plus grand qu’avant l’indépendance. Le Québec doit maintenant faire sa part dans le monde pour soutenir les droits fondamentaux des personnes et des collectivités et ne peut plus se limiter seulement à l’intérieur de son territoire. |

CONSIDÉRANT que les choix destinés à répondre aux besoins du peuple du Québec, de ses personnes et de ses collectivités doivent être guidés par le principe d’un développement humain et d’un développement durable qui permet de satisfaire aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs ;

|  |
| --- |
| Ce sixième considérant est inspiré de la *Loi sur le développement durable*[[17]](#footnote-17) et signale que l’activité des humains sur terre a des impacts négatifs sur notre environnement, la Terre. En étant conscient que la personne humaine veut, depuis toujours, améliorer sa condition humaine, nous consacrons d’abord le principe du développement humain. Il va de soi que l’amélioration de la condition humaine est un objectif propre à la nature des personnes humaines et elle doit être consacré dans la présente Constitution. Cela étant dit, nous disposons ensuite que le développement humain sera durable. Pour laisser aucun doute sur la signification du concept de « développement durable » qui est galvaudé, nous avons repris la définition de l’article 2 de la *Loi* précitée dans ce sixième considérant pour plus de clarté. |

CONSIDÉRANT la nécessité de valoriser la diversité culturelle et linguistique et de contribuer à l’enrichissement du patrimoine de l’Humanité ;

|  |
| --- |
| Ce septième considérant dispose que la diversité culturelle et linguistique est une caractéristique essentielle du patrimoine de l’Humanité. Elle est consacrée dans cette présente Constitution parce qu’elle ne va pas de soi. Plusieurs cultures et plusieurs langues ne sont pas valorisées et elles ne peuvent pas enrichir le patrimoine de l’Humanité. Pendant longtemps c’était la situation du peuple du Québec. En étant conscient de notre fragilité culturelle et linguistique passée, nous savons qu’il est nécessaire que d’autres cultures et d’autres langues soient valorisées et puissent enrichir le patrimoine de l’Humanité. Comme l’indique les instruments de droit international comme le *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels*[[18]](#footnote-18). |

CONSIDÉRANT que le Québec est fondé sur des assises constitutionnelles qu’il a enrichies au cours des ans par l’adoption de lois fondamentales et qu’il appartient à la nation québécoise d’exprimer son identité par l’adoption de la présente Constitution de la République du Québec ;

|  |
| --- |
| Ce dernier considérant nous rappelle qu’entre 1534 et 2018, des éléments constitutionnels[[19]](#footnote-19), matériels, ont apportés, strates par strates, de très utiles éléments, des assises, à la présente Constitution. C’est une accumulation d’éléments consensuels au peuple du Québec qui nous permet d’écrire les articles de la présente Constitution. Que ce soit en matière de droit civiles et de droit politiques ou les droits économiques et les droits sociaux, il n’y a pas de fossé séparant notre passé constitutionnel et notre avenir constitutionnel au Québec. Il y a plutôt un accroissement du sens de ce qui est commun au peuple du Québec et qui va, dans la présente Constitution, s’identifier, se nommer, se constituer, par un nouveau contrat social, en République du Québec. |

LE PEUPLE DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

# **TITRE 1. DE LA RÉPUBLIQUE DU QUÉBEC**

1. Le Québec est une république démocratique, laïque et animée par des valeurs sociales.

|  |
| --- |
| Cette présente Constitution québécoise de l’État québécois indépendant est de nature républicaine parce qu’il retire la monarchie constitutionnelle. Cette dernière a été écartée rapidement puisque nous jugeons qu’un État de droit est mieux servi par des citoyens qui ont un pouvoir d’élire des représentants et d’élire une personne à la chefferie de l’État que de laisser la filiation choisir à la place du peuple. Nous ne suivons pas la monarchie constitutionnelle canadienne pour la présente Constitution. D’autre part, nous disposons que la République du Québec est un État fondamentalement laïque, pour garantir le principe de la séparation de l’Église et de l’État[[20]](#footnote-20). Dans ce sens, le terme « laïcité » signifie que l’État ne cherche à privilégier aucune religion et assure l’égalité de tous sous la loi. Autrement dit, la laïcité est « un mode d’organisation entre ces principes : la liberté de conscience, la séparation de l’Église et de l’État, l’égalité entre les citoyennes et citoyens. »[[21]](#footnote-21) Finalement, ce premier article consacre l’importance des valeurs sociales dans la construction de la République. Le Québec est un État construit *par* le peuple québécois et *pour* le peuple québécois. Il est alors essentiel de lier l’engagement politique des personnes élues à la poursuite d’objectifs communs, sociaux et solidaires. Le sens que nous donnons à la formule « État social » est tiré de l’article 20 (1) de la *Loi fondamentale pour la République fédérale d’Allemagne*[[22]](#footnote-22)*.* Il faut interpréter un État social comme un État providence qui, au sens de l’auteur Christophe Ramaux, repose sur les quatres piliers que sont « la protection sociale, (...) les services publics, le droit du travail, la régulation des rapports de travail et la politique de l’emploi, et (...), les politiques économiques budgétaires, monétaires, industrielles, commerciales de soutien à l’activité et à l’emploi »[[23]](#footnote-23).  |

1. Le Québec est un État indépendant.

|  |
| --- |
| À l’entrée en vigueur de la présente Constitution, le Québec est indépendant et maître de l’adoption de ses lois, du prélèvement de ses impôts et des engagements qu’il prend avec les autres pays par des traités internationaux. Cet état de fait et de droit est possible parce que le Québec a réalisé son indépendance par des moyens pacifiques et démocratiques et a été reconnu par la France, par les États voisins important comme les États-Unis et le Canada, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies et par une majorité d’États indépendants de l’Organisation des Nations Unies. Dans le respect du droit international public, l’article 2 consacre implicitement l’intégrité territoriale de l’État indépendant du Québec. Il donne le droit au Québec de défendre ses frontières des menaces extérieures qui pourraient, entre autres, porter atteinte à son intégrité territoriale ou porter atteinte à son indépendance politique. Le droit international public consacre le droit à l’intégrité territoriale et l’indépendance politique à l’article 2, paragraphe 4, de la *Charte des Nations Unies* : « Les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État, soit de toute autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies. »[[24]](#footnote-24)  |

1. Le Québec est un État démocratique suivant les principes de la séparation des pouvoirs.

|  |
| --- |
| Par ce troisième article, la loi suprême du Québec consacre le principe démocratique et celui de la séparation des pouvoirs tel qu’exprimé par Montesquieu[[25]](#footnote-25). Pour assurer un exercice démocratique et pour éviter les dangers à la démocratie de l’exercice arbitraire, incontestable, du pouvoir, il est essentiel de consacrer le principe de la séparation des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires. Contrairement à l’état des institutions québécoises avant l’indépendance, la séparation étanche des trois pouvoirs, est déterminée dans la présente Constitution sans que l’un des pouvoirs soit superposée et intégrée à l’autre. Nous pensons ici à la personne élue au poste de député et qui peut aussi être ministre ou première ministre. Une situation propre au parlementarisme de Westminster que nous ne souhaitons pas adopter dans la présente Constitution. |

1. La Constitution du Québec est la loi suprême du Québec.

|  |
| --- |
| Cet article consacre la suprématie des règles de droit de la présente Constitution. Dans ce sens, toute norme juridique incompatible peut être déclaré invalide par le tribunal. En conséquence, les législateurs, les magistrats, les ministres et la personne à la tête de l’État ne peuvent exercer le pouvoir sans que cet exercice soit soumis au contrôle de la présente Constitution. Cet article est inspiré de l’article 52 de la *Loi constitutionnelle canadienne de 1982* : « La Constitution du Canada est la loi suprême du Canada; elle rend inopérantes les dispositions incompatibles de toute autre règle de droit. »[[26]](#footnote-26) |

1. Le pouvoir législatif est exercé par le Parlement, le pouvoir exécutif est exercé par le gouvernement et le pouvoir judiciaire est exercé par les tribunaux.

|  |
| --- |
| Notre article 5 développe le principe de la séparation des pouvoirs disposé à l’article 3. Ici, les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire sont associés à l’institution qui a le rôle de l’exercer. Chacun des pouvoirs est exercé par une institution distincte. Cela afin d’assurer que chaque institution puissent exercer son pouvoir séparément, de manière étanche, à l’abris des influences de l’une ou des deux autres institutions. Le respect de la séparation des pouvoirs et ainsi, de la primauté du droit, est fait par le contrôle judiciaire des tribunaux. Ce dernier est très important pour protéger les justiciables des abus de pouvoir et de l’arbitraire de l’État tel que le rappelle l’arrêt *Three Rivers Boatman Ltd c. Conseil des Relations Ouvrières*[[27]](#footnote-27). |

##

## CHAPITRE 1. DES VALEURS FONDAMENTALES

1. Le Québec est une république égalitaire et qui assure le même traitement de tous et toutes sous la loi.

|  |
| --- |
| La première valeur fondamentale énoncée dans la présente Constitution est l’égalité de tous et de toutes les personnes sous la loi. Cette valeur est disposée en premier parce qu’elle est le fondement d’autres droits comme le suffrage universel, l’égalité entre les hommes et les femmes ou l’égalité des chances. Le droit à l’égalité est développé dans la partie portant sur les droits fondamentaux. Et, c’est de notre article 6 que s’appuie d’autres droits fondamentaux. Nous pensons qu’il est très important que cette première valeur fondamentale débute ce Chapitre I pour envoyer un signal clair aux trois institutions législatives, exécutives et judiciaires : ils ont l’obligation d’exercer leur pouvoirs dans le but d’assurer le même traitement pour tous et toutes. Car l’égalité est propre à la république dans laquelle elles exercent ce pouvoir.  |

1. Le Québec participe au développement humain, encourage la participation citoyenne et assure une solidarité sociale.

|  |
| --- |
| En tant que valeur fondamentale de la constitution matérielle du Québec, ayant inspirée le texte de la présente Constitution, nous maintenons la consécration de la social-démocratie au Québec et maintenons le développement humain comme objectif consacré de notre société. Nous entendons par le concept de « développement humain » un développement qui améliore le bien-être des citoyens par des politiques publiques qui visent l’amélioration du niveau de santé, de l’éducation et des connaissances des personnes au Québec[[28]](#footnote-28). Le développement humain est une condition à la participation citoyenne dans une démocratie comme celle de la république du Québec. En effet, la participation citoyenne doit s’appuyer sur un corps citoyen informé, connaissant, ayant le savoir nécessaire à la poursuite du bien commun. Cela est évident à l’examen de l’étymologie du mot démocratie : *demos* signifie ‘‘le peuple’’ et *kratos* signifie ‘‘qui sait gouverner’’. Il apparaît clair qu’une démocratie nécessite que le peuple *sache* gouverner. Pour que cela soit possible l’État doit participer au développement des connaissances et des aptitudes à réfléchir, analyser, critiquer et synthétiser de chaque personne. Le développement humain étant soutenu de façon continu par l’État, la participation citoyenne est encouragée, facilitée chez des personnes citoyennes qui jouent un rôle actif dans l’exercice du pouvoir démocratique et qui n’est donc pas limité à un vote une fois au cinq ans à l’occasion d’élections.En ce qui a trait à la solidarité sociale, nous souhaitons assurer que l’État du Québec continue d’évoluer comme État social et solidaire, qu’il continue d’être préoccupé par le bien-être général de tout le monde. Nous souhaitons assurer le maintien des politiques publiques issues de la Révolution tranquille. Cet État-providence doit continuer à préserver les acquis sociaux. L’éducation, la santé, les services sociaux sont la fondation sur laquelle repose l’exercice des droits civils et politiques. Nous paraphrasons la définition de la solidarité sociale qu’a donné un analyste de la pensée d’un très grand sociologue, Émile Durkheim. Cet analyste entend la solidarité sociale comme un lien moral unissant les membres d'un même groupe, et qui forme le ciment de la cohésion de ce groupe. Vu ainsi, pour qu'une société existe, il faut que ses membres éprouvent de la solidarité les uns envers les autres [[29]](#footnote-29). |

1. Le Québec préserve et met en valeur l’ensemble de son patrimoine selon les principes de développement durable.

|  |
| --- |
| L’article 8 a pour objet la préservation du patrimoine naturel[[30]](#footnote-30) du Québec. Il oblige les institutions de l’État de protéger les ressources et le capital environnemental du territoire. Également, le patrimoine naturel est mit en valeur pour que les personnes citoyennes puissent le célébrer ici et puissent le valoriser auprès d’acteurs internationaux. La préservation et la mise en valeur du patrimoine est fait en accord avec les principes de développement durable que nous avons constitutionnalisé dans le sixième considérant de la présente Constitution. |

1. Le Québec, dans une philosophie interculturelle, protège et promeut la culture québécoise construite au fil des siècles et enrichie par les diverses communautés culturelles de la République.

|  |
| --- |
| Ce neuvième article a pour objet de consacrer le principe de l’interculturalisme, en opposition avec le multiculturalisme canadien. Nous nous sommes inspirés de la conception du chercheur Gérard Bouchard pour la définition de l’interculturalisme québécois : « [l]’interculturalisme repose sur un pari qui est celui de la démocratie, à savoir la capacité de réaliser des consensus sur des formules de coexistence pacifique qui préservent les valeurs fondamentales et ménagent un avenir pour tous les citoyens, indépendamment de leurs origines et de leurs allégeances »[[31]](#footnote-31). Nous reconnaissons que la culture québécoise majoritaire s'enrichit par les apports divers des communautés ethniques et culturelles bien présentes dans le Québec contemporain. En reconnaissant les apports des différentes communautés culturelles, le principe de l’interculturalisme invite tous les québécois à se retrouver autour de l’identité québécoise majoritaire pour construire une culture commune et rassembleuse[[32]](#footnote-32).  |

1. Le Québec participe au développement et à la promotion de la langue française, en tant que peuple d’origine française en Amérique du Nord.

|  |
| --- |
| Pour compléter l’esprit de l’article 9 qui traite de la valorisation et de la protection de la culture québécoise, l’article 10 assure la protection de la langue française, par des lois[[33]](#footnote-33) et des programmes. Ceux-ci assurent la préservation, la promotion de la langue historique, majoritaire et commune du Québec, le français. Aussi, le Québec doit demeurer une source de création artistique, scientifique et littéraire en langue française qui fasse autorité dans le monde. Par une implication forte au sein de l’Organisation internationale de la francophonie, le Québec va continuer à promouvoir, développer et fortifier la langue française dans le monde. |

1. Le Québec entretient des relations de nation à nation avec les communautés autochtones, suivant les principes de la *Convention de la Baie-James et du Nord québécois et conventions complémentaires* et de la *Paix des Braves*.

|  |
| --- |
| Dans cet article, nous engageons l’État du Québec, lorsqu’il se relie avec les nations autochtones, à agir avec le même égard qu’il a manifesté auparavant. Cet égard, ce respect mutuel est qualifié ici de relation de « nation à nation ». C’est le modèle à suivre à l’avenir, car il respecte l’égale dignité de chaque nation.De plus, cet article signifie que les engagements, les traités ou les ententes pris par le Québec avant l’entrée en vigueur de la présente Constitution continuent à être honorés. Ils sont intégrés à la présente Constitution. Nous avons à l’esprit la reconnaissance des droits territoriaux, des traditions, des droits de pêche, de chasse ou de trappe. Nous avons aussi à l’esprit la reconnaissance de gouvernements de proximité, comme les conseils de bande, l’Administration régionale Kativik, l’Administration régionale de la Baie-James, le Gouvernement de la nation crie et encore, le Gouvernement régional d’Eeyou Istchee Baie-James. Indissociable de la relation de nation à nation est le respect des engagements internationaux du Canada envers les autochtones, telle que la *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*[[34]](#footnote-34) que le Québec continue d’honorer dans la présente Constitution. |

##

## CHAPITRE 2. DE LA CITOYENNETÉ QUÉBÉCOISE

1. Toute personne née au Québec détient la citoyenneté québécoise.

Toute personne d’une autre nationalité ou citoyenneté peut recevoir la citoyenneté québécoise suivant les modalités déterminées par la loi.

La citoyenneté québécoise peut être cumulée avec toute autre nationalité ou citoyenneté.

|  |
| --- |
| Lorsque la présente Constitution entre en vigueur, les personnes qui habitent le territoire du Québec ne sont plus sujets de la Couronne du Canada et cessent, par ce fait, d’avoir la citoyenneté canadienne. Pour remplacer celle-ci, nous créons une citoyenneté québécoise et lui conférons un caractère officiel et constitutionnel à cet article 12. En vertu du droit international public, les gouvernements souverains sont libres de fixer les conditions d’octroi de la citoyenneté à ses citoyens[[35]](#footnote-35). Nous choisissons donc de constituer une citoyenneté par le sol, le droit du sol, *jus solis* en latin. Aussi, nous permettons le cumul de la citoyenneté québécoise avec une ou plusieurs autres nationalités. Nous nous inspirons du régime de nationalité en vigueur en France. |

##

## CHAPITRE 3. DES SYMBOLES NATIONAUX

1. Le drapeau de la République québécoise est formé d’une croix blanche sur un fond bleu accompagné et dans chaque canton, d’une fleur de lys blanche.

|  |
| --- |
| Cet article reprend l’article 1 de la *Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec*[[36]](#footnote-36). Nous sommes d’avis que le fleurdelisé a une force symbolique importante. Il affirme le caractère distinct du Québec depuis son adoption. Bien que notre drapeau reprend le lys français et présente une croix catholique et évoque les origines françaises de la Nouvelle-France, nous choisissons la continuité. Nous pensons qu’il est préférable de ne pas rompre avec notre symbole national, très attachant. Il vaut mieux continuer à déployer le drapeau fleurdelisé sur nos mâts. En effet, nous maintenons le fleurdelisé pour démontrer la continuité historique de la présente Constitution. Qui plus est, le peuple québécois a adopté ce drapeau, il s’y rallie, il représente son identité et témoigne la grande fierté que le peuple partage relativement aux très grandes réalisation de l’État québécois depuis la Révolution tranquille. Ce drapeau est le symbole d’auto-représentation par excellence des gens du Québec qui le reconnaissent et le portent dans les autres pays du monde.  |

1. Les armoiries du Québec se constituent d’un écusson composé de trois épinettes dorées, de trois fleurs de lys d’or, d’un léopard d’or, de trois feuilles d’érables et finalement ornées par un harfang des neiges en vol.

|  |
| --- |
| Avec l’indépendance du Québec et l’instauration d’un régime politique républicain, les armoiries représentant le Québec avant l’indépendance doivent être transformés[[37]](#footnote-37) [[38]](#footnote-38). Pour cela, nous avons fait appel à une grande artiste pour nous aider à créer un symbole unique et fort de sens. Notre création commune présente trois épinettes dorées, trois fleurs de lys d’or, un léopard d’or, trois feuilles d’érables et est orné d’un harfang des neiges en vol. Tout d’abord, nous avons choisi de représenter un harfang des neiges, l’emblème aviaire national, pour le représenter avec les ailes déployées afin d’évoquer la nouvelle liberté de la république du Québec face à la fédération canadienne. Les armoiries de la république du Québec porte un écusson reflétant l’histoire politique du Québec. D’abord, les peuples autochtones ancestraux qui constituent les premiers occupants du territoire, suivie de la période française représentée par les lys, suivie de la période britannique représentée par le léopard. Finalement, l’écusson se termine par la représentation des canadiens-français par trois feuilles d’érables verts. Annexe 2 : représentation des armoiries nationales du Québec Conception : armoiries conçues par Fanny Demousseau  |

1. La Ville de Québec est la capitale nationale de la République du Québec.

La Ville de Montréal est la métropole de la République du Québec.

|  |
| --- |
| Dans un souci de continuité historique, nous choisissons de consacrer le fait que la Ville du Québec est la capitale nationale[[39]](#footnote-39) du Québec, telle qu’elle est reconnue dans la constitution matérielle du Québec[[40]](#footnote-40)*.* L’intérêt de constitutionnaliser le statut de capitale du Québec est d’assurer que les représentants du peuple se concentrent tout autour de la capitale nationale. Cela assure une meilleure gestion des institutions gouvernementales. Nous avons fait le choix de consacrer le statut de métropole pour la Ville de Montréal afin de reconnaître son caractère unique pour la République. Nous choisissons de ne pas indiquer de caractéristique précise pour la métropole (« métropole culturelle » ou « métropole commerciale ») puisque la Ville de Montréal est sujette à la métamorphose au fil du temps et à s’identifier par d’autres mots à l’avenir. |

1. La langue officielle du Québec est le français.

Le Québec reconnaît les langues autochtones et le statut historique de la langue anglaise.

|  |
| --- |
| Tout d’abord, cet article fait écho à l’article 10 de la présente Constitution. La république du Québec reconnaît actuellement dans sa constitution matérielle comme langue officielle le français, langue majoritairement parlée sur le territoire du Québec et historique[[41]](#footnote-41). De plus, l’article 16 permet d’inclure les communautés linguistiques minoritaires autochtones et anglaise à l’avenir dans des lois. Nous pensons ici à la reconnaissance d’un statut de langues du territoire, historiquement utilisées.  |

1. L’emblème floral du Québec est l’iris versicolore (Iris versicolore Linné).

L’emblème arboricole du Québec est l’érable rouge (Acer saccharum)

L’emblème aviaire du Québec est le harfang des neiges (Nyctea scandiaca).

L’emblème piscicole du Québec est la Ouananiche (Salmo salar ouananiche)

L’emblème gastronomique du Québec est la poutine, un plat constituée de pommes de terres frites dans l’huile, ponctuée d’une sauce à base de bouillon de boeuf et de fromages blanc en grains.

|  |
| --- |
| Les emblèmes aviaire et floral sont maintenu tels quel. Nous choisissons de les maintenir par souci de continuité, en accord avec la constitution matérielle du Québec.L’emblème arboricole: Dans un souci de correction historique, nous nous réapproprions le symbole de l’érable vert (ou érable à sucre). Il est associé, historiquement, aux canadiens-français. D’autant plus, l l’érable vert est une espèce fortement répandue sur le territoire du Québec et représente plus fidèlement les forêts québécoises que le bouleau jaune, ancien symbole arboricole du Québec.Emblème piscicole: En raison de l’importante faune aquatique et les nombreux lacs et rivières qui caractérisent le territoire du Québec, il est essentiel d’ajouter et de constitutionnaliser un symbole piscicole dans la présente Constitution. La raison principale qui a déterminé ce choix est dans le désir d’honorer la contribution des peuples autochtones[[42]](#footnote-42) du Québec à la construction du patrimoine culturel[[43]](#footnote-43) et naturel du Québec. De ce fait, l’emblème piscicole porte son nom d’origine montagnaise[[44]](#footnote-44). Emblème gastronomique: Pour cristalliser et honorer une tradition gastronomique appréciée par toutes les personnes du Québec, nous avons choisi d’ajouter un emblème gastronomique à la présente Constitution. Notre choix s’est arrêté sur un met simple et ancré dans les moeurs québécoise et qui est rassembleur, la poutine. Ce plat réconfortant représente bien le peuple du Québec. Ce sont des gens chaleureux, simples et ils apprécient les bonnes choses, associées à des évènements sociaux heureux. D’autant plus, la poutine est un met québécois reconnu à travers le monde. Dans la présente Constitution, nous avons souhaité maintenir un lien avec le passé. Nous pensons que la continuité historique nécessite l’ajout d’un élément relativement cocasse et moderne. Les futures lectrices et lecteur de la présente Constitution pourront ainsi s’identifier davantage à la présente Constitution. Nous avons pris le soin d’inscrire en annexe une recette officielle du met national, pour assurer la pérennité de notre met traditionnel.  |

1. La devise de la République du Québec est « Je me souviens ».

|  |
| --- |
| Nous conservons la devise « Je me souviens », telle qu’elle est gravée sur l’hôtel du Parlement, car elle reconnu par le peuple du Québec et a une force symbolique qui dure. Elle témoigne de l’engagement du peuple du Québec à commémorer les évènements qui ont mené à l’indépendance, la riche évolution historique, ainsi que toutes les personnes qui posèrent des pierres à ses fondations. Ainsi, bien que l’indépendance soit réalisé, il est crucial de se souvenir de notre histoire. De plus, l’emploi de la première personne du singulier dans cette devise dénote le devoir de mémoire personnel. |

1. L’hymne national du Québec est : « Gens du pays ».

|  |
| --- |
| En tant qu’État indépendant, la république du Québec se dote d’un hymne national pour rassembler le peuple autour d’un chant officiel. La chanson « Gens du pays » est un chant cher aux gens du Québec. Ce chant a une valeur sentimentale très forte. Il traite de l’amour collectif du peuple pour son prochain, son histoire et son patrimoine. Contrairement aux hymnes nationaux d’autres pays indépendants, qui rappellent la guerre et la violence, notre hymne met l’accent sur la paix et l’amour, s’accorde avec les valeurs sociales et solidaires de la nouvelle République québécoise et est porteur d’espoir pour l’avenir. |

1. Le 24 juin est le jour de la Fête nationale du Québec.

Le 21 mai est la Journée nationale des Patriotes.

Le 30 octobre est la Journée nationale de l’Indépendance.

|  |
| --- |
| Le vingtième article consacre dans la présente Constitution les dates des fêtes nationales et fériées. Ces dates ont une signification historique et symbolique importante. Tout d’abord et par souci de continuité, le 24 juin demeure la Fête nationale du Québec. Ce jour est l’occasion adorée des gens du Québec pour célébrer la culture québécoise[[45]](#footnote-45). La présente Constitution consacre le 21 mai comme Journée nationale des Patriotes[[46]](#footnote-46). Ils sont les premiers révolutionnaires qui ont combattu pour l’autonomie et l’indépendance des habitants du Bas-Canada[[47]](#footnote-47). Il est important de marquer la contribution des patriotes dans la construction de la république québécoise. Finalement, aux côtés de ces fêtes nationales, nous consacrons la date de la déclaration de l’indépendance du Québec, soit le 30 octobre, comme Journée nationale de l’Indépendance. Cette date demeurera pour le peuple du Québec l’occasion de célébrer leur indépendance, pour construire ensemble une nouvelle république francophone et sociale. Le choix de la déclaration d’indépendance fait écho à la date du second référendum perdu en 1995.  |

#

# **TITRE 2.DES DROITS, LIBERTÉS ET RESPONSABILITÉS DES PERSONNES**

## CHAPITRE 1.DES DROITS ET LIBERTÉS

1. Les articles 1 à 54 de la *Charte des droits et libertés de la personne* (chapitre C-12), 2 à 6 de la *Charte de la langue française* (chapitre C-11) ainsi que les articles 1, 2 et 4 à 6 de la *Loi concernant les soins de fin de vie* (chapitre S-32.0001) font partie intégrante de la présente Constitution.

|  |
| --- |
| Nous avons choisi de constitutionnaliser tous les droits, civils, politiques, sociaux et économiques disposés aux articles 1 à 48 de la *Charte des droits et des libertés*[[48]](#footnote-48). À notre sens, après avoir lu ces articles, nous sommes d’avis que tous ces droits feront partie de la présente Constitution. Nous pensons que les droits économiques et les droits sociaux sont, tout comme les droits civiles et politiques d’une grande importance[[49]](#footnote-49). Dans ce sens, chaque droit de la Charte précitée est partie de la présente Constitution. Pour ce qui est des articles 49 à 54, qui sont des dispositions interprétatives, ils doivent aussi composer la présente Constitution. La constitutionnalisation de l’article 54, soit que « la Charte lie l’État » s’accorde avec le principe de l’État de droit. En effet, nul n’est à l’abris du droit, pas même l’État. La violation par l’État, de droits fondamentaux d’une personne n’est pas à l’abris de poursuite demandant réparation. Elle mérite une réparation juste et convenable de la part des tribunaux et apparaît légitime étant donné l’importance que nous accordons à ces droits et à leur respect. Les articles suivants de la *Charte des droits et libertés* établissent le rôle et le fonctionnement de la Commission des droits de la personne. Ils sont important, mais nous jugeons qu’il demeure essentiel de laisser au Parlement le pouvoir de modifier le rôle et le fonctionnement de la Commission.Pour ce qui est de la *Charte de la langue française*[[50]](#footnote-50), nous avons choisi d’intégrer les articles 2 à 6 à la présente Constitution parce qu’ils donnent à la langue française le statut de langue officielle. Notre langue commune a ainsi un statut particulier. Ce statut spécial est nécessaire et signale que le français est la langue primordiale. Aussi, ces articles intégrés à la présente Constitution concernent le droit d’une personne d’exercer ses droits fondamentaux en français dans des domaines névralgiques tels que l’éducation, l’emploi et l’administration publique. Le droit d’exercer ces droits fondamentaux en français permet l’intégration de nouvelles personnes issues de l’immigration à la culture commune du Québec en français. Cependant, cette protection accordée à la langue française ne signifie pas que les droits des minorités linguistiques seront brimés. Nous continuons de respecter la diversité linguistique au Québec en permettant, par exemple, l’affichage commercial en anglais. Pour ce qui est de la *Loi concernant les soins de fin de vie*[[51]](#footnote-51)*,* nous avons aussi, comme la *Charte de la langue française,* décidé d’intégrer à la présente Constitution certains articles, soit les articles 1, 2 et 4 à 6 cette dernière loi. Portant sur les soins à la fin de la vie d’une personne, cette loi récemment entrée en vigueur, témoigne du caractère avant-gardiste de la société québécoise et de ses représentants et représentantes à l’Assemblée nationale. La reconnaissance du droit de choisir la dignité au moment de son décès, nous le pensons sincèrement, doit être intégré dans la présente Constitution. La formalisation dans notre texte constitutionnel de ce droit à la dignité au moment de notre mort a une importance cruciale dans la promotion et la protection des droits et libertés de la personne humaine. Reconnaître aux personnes souffrant d’une maladie incurable en fin de vie le droit de choisir de mourir dans la dignité et d’être maître de leur destin est, à notre humble avis, très très important. À notre esprit, cette loi entre en vigueur à une époque de changement. Elle coïncide parfaitement avec l’entrée en vigueur de la présente Constitution. Elle se joint à notre commun désir d’assurer le respect des volontés, même les dernières, des personnes citoyenne du Québec. Selon nos recherches, la République du Québec n’est pas le premier État à adopter une loi sur les soins de fin de vie. Elle emprunte la voie tracée par la Suisse, les Pays-Bas, la Belgique et quelques États des États-Unis. Cependant, notre choix d’intégrer les articles, précités, à la présente Constitution est une première qui fait très bien la promotion des droits et des libertés individuelles[[52]](#footnote-52). En ce qui a trait aux autres dispositions de la *Loi concernant les soins de fins de vie*, nous croyons qu’il est juste de laisser le soin au Parlement d’améliorer, de modifier ou d’abroger certains articles traitant du rôle des médecins, les formalités et les technicalités associés aux soins de fins de vie. |

##

## CHAPITRE 2.DES RESPONSABILITÉS

1. Toute personne a des responsabilités envers la famille, la communauté et l’Humanité dans laquelle seul son libre et plein développement est possible.

|  |
| --- |
| Pour cet article, nous nous sommes inspiré de l’avant-projet de *Loi sur la souveraineté du Québec* contenu dans la monographie du professeur Daniel Turp[[53]](#footnote-53) et préparé en prévision d’un vote positif au référendum de 1995. Après avoir pris bonne note des commentaires du témoin-expert, Monsieur Renaud Lapierre et des constituantes et constituants pour une Constitution du Québec autonome, nous avons décidé d’inclure des responsabilités qui incombe aux personnes du Québec dans la présente Constitution. Nous pensons que les droits et libertés des personnes ont comme corollaire des responsabilités. Nous pensons, entre autres, aux responsabilités d’une personne envers les autres personnes, envers la famille, envers l’environnement et envers la société dans laquelle la personne vit. |

1. Les droits et libertés des collectivités s’exercent dans le respect de la Constitution, des lois, de l’environnement et du territoire du Québec.

|  |
| --- |
| Pour cet article, notre démarche a été la même que celle suivi pour rédiger l’article précédent. Nous nous sommes inspirés de l’avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec de 1995 contenu dans la monographie du professeur Daniel Turp[[54]](#footnote-54). Chaque personne a le droit à la protection de ses droits fondamentaux, mais l’exercice de droits ne peut pas mener à abuser de ses droits, car cela irait à l’encontre des exigences de la bonne foi et du cadre de notre société libre, démocratique et de droit. |

##

## CHAPITRE 3.DU POUVOIR DE DÉROGATION

1. Pour assurer la paix, l’ordre et le bon gouvernement, le Parlement peut adopter une loi où il est expressément déclaré que celle-ci ou une de ses dispositions a effet indépendamment d’une disposition donnée de la *Charte des droits et libertés de la personne* (chapitre C-12), sauf pour les articles 1 à 9 et 37.

La loi ou la disposition qui fait l’objet d’une déclaration conforme au présent article et qui est en vigueur a l’effet qu’elle aurait, sauf la disposition en cause de la Charte.

La déclaration visée à l’alinéa 1 cesse d’avoir effet à la date qui y est précisée ou, au plus tard, cinq ans après son entrée en vigueur.

Le Parlement ou une législature peut adopter de nouveau une déclaration visée à l’alinéa 1.

L’alinéa 3 s’applique à toute déclaration adoptée sous le régime de l’alinéa 4.

|  |
| --- |
| Pour l’élaboration de cet article, nous nous sommes inspirés de l’article 33 de la *Charte canadienne des droits et libertés*[[55]](#footnote-55). Il permet de déroger aux articles 2 et 7 à 15 de la Charte canadienne. Nous avons débattu de l’importance de ces articles et nous avons associé les textes de ces articles à ceux de la *Charte des droits et libertés* (chapitre C-12)[[56]](#footnote-56). Nous avons choisi d’empêcher le pouvoir de dérogation à ces articles. Notre choix est contraire à la *Charte canadienne des droits et des libertés*. Mais, notre choix s’inspire de la lecture de l’ouvrage du professeur Daniel Turp[[57]](#footnote-57). Il n’est pas possible de déroger aux articles 1 à 9 et 37 de la *Charte des droits et libertés*. Ils sont intégrées à la présente Constitution. La protection des droits fondamentaux est trop importante pour être mis en danger par le choix du Parlement d’y déroger régulièrement.  |

1. L’exercice du pouvoir de dérogation ne peut s’exercer que lorsque l’état d’urgence est déclaré par le Président ou la Présidente ayant l’appui du deux tiers des membres de l’Assemblée nationale.

|  |
| --- |
| Dans le but d’empêcher le Parlement de déroger, à la moindre occasion, aux droits et libertés fondamentaux, l’insertion d’une clause d’urgence est, selon nous, nécessaire. La protection des droits et libertés individuelles est pour nous cruciale est conforme à la décisions qui suit notre longue réflexion en cette matière. |

##

## CHAPITRE 4. DU POUVOIR DE LIMITATION

1. Les libertés et droits fondamentaux contenus dans la *Charte des droits et libertés de la personne* (chapitre C-12), dans la *Charte de la langue française* (chapitre C-11) et dans la *Loi sur les soins de fin de vie* (chapitre S-32.0001) s’exercent dans le respect des valeurs démocratiques, de l’ordre public et du bien-être général des citoyens du Québec. Ils ne peuvent être restreints que par une règle de droit, dans des limites qui soient raisonnables et dont la justification puisse se démontrer dans le cadre d’une société libre et démocratique.

|  |
| --- |
| Nous voulons que le Parlement puisse maintenir un certain contrôle sur l’application et l’interprétation de la *Charte des droits et libertés de la personne* (chapitre C-12), de la *Charte de la langue française* (chapitre C-11) et de la *Loi concernant les soins de fin de vie* (chapitre S-32-0001). Le fait de ne pouvoir limiter, en aucun cas, quelque article que ce soit pourrait mener à des dérives socio-politiques provoqués par l’immobilité du droit. Il est nécessaire de prévoir un pouvoir de limitation précis pour palier à la rigidité des dispositions intégrées à la présente Constitution. En essayant de réaliser un équilibre entre le risque d’une trop grande rigidité menant à l’immobilisme et une trop grande flexibilité menant à l’arbitraire, nous avons tenté de d’affecter ces trois lois, à caractère constitutionnel, le moins possible. Pour le pouvoir de limitation et surtout pour la rédaction de cet article, nous nous sommes inspirés du libellé de l’article 1 de la *Charte canadienne des droits et libertés*[[58]](#footnote-58) ainsi que du libellé de l’article 9.1 de la *Charte des droits et libertés*[[59]](#footnote-59). En combinant les expressions « respect des valeurs démocratiques, de l’ordre public et du bien-être général des citoyens », avec les expressions « dans le cadre d’une société libre et démocratique », les tribunaux devront établir d’emblée ce qu’est le bien-être général et l’ordre public et cela imposera un double fardeau. |

#

# **TITRE 3. DES INSTITUTIONS DE LA RÉPUBLIQUE DU QUÉBEC**

|  |
| --- |
| Commentaires généraux sur les institutions : Comme nous l’avons mentionné un peu plus tôt, dans nos premiers commentaires, le choix de constituer notre État sous la forme d’une république a rapidement fait consensus au sein de notre groupe constituant. En effet, à nos yeux, il est important de se détacher complètement de la monarchie britannique, et donc de la monarchie constitutionnelle canadienne.Dans la construction de la République du Québec, nous avons la vision que chaque personne qui est citoyenne doit incarner la République et ses valeurs. Nous nous sommes donc assurés que chaque personne occupe une place prépondérante en permanence. En effet, l’État doit être le reflet de la société et la volonté de la population doit en animer les destinées. Ainsi, comme nous le verrons, nous avons offert une place importante aux citoyens, que ce soit par leur action directe ou par la démocratie représentative.En ce qui concerne la mécanique de l’État, nous avons une fois de plus tenu à rompre avec le système politique canadien. En optant pour un système républicain, les institutions constitutionnelles que nous avons choisi pour la république du Québec sont tantôt inspirées du régime présidentiel des États-Unis et tantôt du régime semi-présidentiel de la France. En effet, aux yeux de notre groupe constituant, une véritable démocratie exige une séparation nette des pouvoirs législatifs, exécutifs et judiciaires. Pourtant, le système politique canadien oblige de nombreuses superpositions et chevauchements entre ces trois pouvoirs. Par exemple, le fait que les membres du Conseil des ministres siègent également à titre de députés engendre une concentration des pouvoirs que nous ne désirons pas pour notre système politique au Québec. Le principe de la séparation des pouvoirs a donc également guidé notre rédaction dans le fonctionnement de nos institutions. |

##

## CHAPITRE 1. DE LA PARTICIPATION CITOYENNE

|  |
| --- |
| Commentaires sur la participation citoyenne : La participation citoyenne occupe un rôle prépondérant dans la présente Constitution. Nous trouvons qu’elle a une valeur symbolique importante. À ce titre, il est approprié que le chapitre qui en précise le fonctionnement soit au tout début de notre section portant sur les institutions.À notre époque contemporaine, notre groupe constituant déplore le fait que, pour une bonne partie de la population, la démocratie ne se résume qu’à l’exercice du droit de vote une fois aux quatre ans. D’un côté, la population n’agit que comme un simple acteur passif dans l’État. De l’autre, nous remarquons un détachement par rapport à nos institutions et une baisse de la participation citoyenne. Plusieurs personnes sont désabusées à l’égard de la classe politique et estiment que celle-ci représente mal la population. De surcroît, des événements de notre vie politique comme la Commission Charbonneau ont renforcé l’impression que plusieurs élus ne sont présents que pour répondre à des intérêts particuliers, bien souvent, en toute impunité.Selon nous, cette réalité participe grandement à la montée du cynisme de la population. Pour remédier à cela nous avons opté pour le référendum[[60]](#footnote-60) d’initiative populaire. Nous pensons qu’il peut augmenter la participation citoyenne. Cette idée nous a été inspirée par le *Manifeste pour une nouvelle culture politique*, un texte rédigé à l’initiative du député de Labelle, Monsieur Sylvain Pagé[[61]](#footnote-61).En intégrant les référendums d’initiative populaire à la présente Constitution, nous devons fixer un seuil minimal de voix pour faire appel au peuple de façon légitime. Notre seuil référendaire minimal, fixé à dix pour cent est somme toute plus rigide que celui d’autres pays, notamment l’Allemagne et la Suisse[[62]](#footnote-62). Nous voulons nous assurer que le pouvoir exercé par voie référendaire corresponde à une préoccupation sérieuse. Dans cette même lignée, nous avons choisi de ne pas inclure de seuil minimal de participation pour valider le résultat référendaire. Pour reprendre l’exemple de la Suisse, un seuil de participation (généralement 50 000 électeurs) est exigé pour que le résultat du référendum soit valide[[63]](#footnote-63). À notre avis, le *momentum* d’un référendum ayant été endossé par dix pour cent des personnes ayant droit de vote est, en soi, une norme plus sévère que la norme Suisse. Qui plus est, le fait de ne pas inclure de seuil permet aux citoyens de la république du Québec d’y aller d’une troisième voie, l’abstention. Enfin, eu égard aux principes de méthodes quantitatives, un échantillon de 1000 personnes ayant droit de vote suffiraient à représenter l’ensemble de la volonté populaire d’un groupe[[64]](#footnote-64). Avec nos sources, il va de soi que le résultat d’un référendum doit lier le gouvernement, car il représente la volonté du peuple qui est le fondement même de la légitimité du gouvernement. |

1. Le peuple québécois exerce sa souveraineté par ses élus et par la voie du référendum.
2. Les personnes citoyennes peuvent initier des référendums d’initiatives populaires pour:

a. Présenter une initiative législative;

b. Abroger une loi en vigueur.

1. Le référendum d’initiative populaire est enclenché lorsque 10 % de la population qui possède la qualité d’électeur manifeste son appui à la tenue de ce référendum par sa signature d’un registre tenu par l’État.
2. Le résultat du référendum lie le gouvernement du Québec.

##

## CHAPITRE 2.DU GOUVERNEMENT

|  |
| --- |
| Commentaires sur le gouvernement : Pour le présent chapitre, nous avons décidé que la Présidente ou le Président sera élu selon le mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours. Par ce mode d’élection, nous voulons garantir une forte légitimité à la personne à la tête de l’État. Nous nous sommes inspiré pour cela du mode d’élection de la France. Notre mode de scrutin assure que la personne élue Président aura l’appui d’au moins 50 % des personnes ayant exercées leur droit de vote[[65]](#footnote-65). Les modalités de son élection sont, par ailleurs, similaires à celle de tout autre élu au Parlement.Comme dans les régimes présidentiels, la personne à la tête de l’État a le pouvoir de nommer les membres du Conseil exécutif. Nous avons choisi d’exclure le cumul des mandats afin de garantir, par le fait même, une meilleure séparation des pouvoirs. Cependant, tel le système politique aux États-Unis, nous avons choisi de permettre au Parlement de conserver un pouvoir de contrôle sur les nominations et garantir la collégialité du travail du Conseil exécutif[[66]](#footnote-66).Dans la section portant sur certains pouvoirs de la Présidente ou du Président, nous avons des pouvoirs typiquement associés à la présidence des États-Unis. Par exemple, elle est la chef des forces armées, un pouvoir qui, dans les régimes républicains, accompagne le poste de chef de l’État. Qui plus est, nous avons aussi choisi d’inclure un pouvoir d’initier des projets de loi. Cela afin qu’une Présidente ou un Président soit en contrôle de l’agenda politique qui, tout en étant relié à sa charge de chef d’État, pourrait impliquer le droit interne. Un droit de veto présidentiel, bien que critiqué par certains, s’inscrit dans cette ligne de pensée. Cependant, il va de soi que la légitimité du Président quant à la promulgation des lois est moindre que celle du pouvoir législatif. Nous avons donc prévu le renversement du veto présidentiel qui est inspiré du système de *poids et contrepoids* propre aux États-Unis[[67]](#footnote-67).Nous avons aussi donné à la Présidente ou au Président une certaine immunité, que nous avons tirée de la Constitution canadienne[[68]](#footnote-68). Nous voulons que cette immunité permette à la personne à la tête de l’État d’exercer sa fonction sans crainte de poursuites. Cependant, nous avons aussi disposé une limite à cette immunité. Elle ne protège pas des poursuites pénales. Ainsi, l’on déroge au principe suranné, *the Queen can do no wrong,* et nous inscrivons la fonction présidentielle dans la modernité avec une immunité partielle et pragmatique. |

1. La chefferie de l’État de la République du Québec est exercée par le Président ou la Présidente de la République.
2. Le Président ou la Présidente de la République est élu au suffrage universel par mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours.

Son mandat est d’une durée de 5 ans. Il est élu pour un maximum de deux mandats.

En cas de vacance, les fonctions présidentielles sont exercées dans cet ordre: le Président de l’Assemblée nationale; le Président de la Chambre régionale, tout membre du Conseil exécutif préalablement nommé et approuvé par le Parlement.

1. Les membres du Conseil exécutif sont nommés par le Président ou la Présidente de la République.
2. Leur nomination est approuvée par un vote au deux tiers dans chacune des chambres du Parlement.

*De certains pouvoirs présidentiels*

1. Le Président ou la Présidente de la République est commandant en chef des forces militaires du Québec.

Le Président ou la Présidente de la République peut déposer des projets de loi au Parlement.

Le Président ou la Présidente de la République détient un droit de veto sur les lois adoptées par le Parlement. Ce veto peut être renversé par un vote aux deux tiers des élus de l’Assemblée nationale.

*Des privilèges et pouvoirs des membres de l’exécutif*

1. Les privilèges, immunités et pouvoirs que possèdent et exercent le Président ou la Présidente de la République, de même que les membres du Conseil exécutif sont limités par la loi. Elles auront pour but d’assurer les conditions nécessaires au bon déroulement de la charge exécutive. L'existence de privilèges, immunités et pouvoirs ne peut protéger les individus de poursuites pénales.

## CHAPITRE 3.DU PARLEMENT

|  |
| --- |
| Commentaires sur le Parlement : En matière de pouvoir législatif, nous avons opté pour un système bicaméral. Le Parlement est composé de deux chambres législatives ayant des mandats différents. D’abord, la première chambre législative est l’Assemblée nationale. Le mandat des membres de cette chambre s’inspire du Sénat des États-Unis. Ses membres sont élus proportionnellement au pourcentage de voix obtenu par le parti qui présente des candidatures aux élections. Le seuil minimal de cinq pour cent des voix est similaire à celui en place en en Allemagne et en Belgique. Ainsi, nous nous éloignons des systèmes qui ne favorisent pas la diversité politique, par exemple la Turquie avec un seuil de 10 % et des systèmes qui favorisent des dérapages, par exemple le seuil des Pays-Bas 0.67 % des voix exprimées lors des élections[[69]](#footnote-69).La seconde chambre, appelée Chambre régionale, élit ses membres par le mode de scrutin uninominal majoritaire à un tour. Les mandats des membres de la Chambre régionale est calquée sur le mandat typique des personnes élus dans le système parlementaire de type Westminster. Pour nous, il réalise notre objectif de représenter la diversité régionale du Québec. En ayant un Parlement bicaméral, nous souhaitons encourager la participation politique, car tous les choix pourront être fait sur le même bulletin de vote. De plus, par des mandats différents, nous espérons éviter l’effet de dédoublement des mandats observé dans les système politique ayant un mode de scrutin proportionnel et mixte. L’exemple de l’Irlande est révélateur à cet égard. La division des mandats, disposé à notre article 35 s’inspire du système politique des États-Unis[[70]](#footnote-70).Le choix d’avoir deux-cent députés est dicté par notre estimation de la charge parlementaire qui vient avec la prise en charge des compétences du Parlement du Canada, par le Parlement du Québec, à la suite de l’entrée en vigueur de la présente Constitution. C’est à savoir qu’actuellement, il y a cent-vingt-cinq députés au Québec et trois-cent-trente-huit députés au Canada dont, 78 viennent du Québec[[71]](#footnote-71). Toutefois, l’on prévoit une élimination des dédoublements législatifs entre le Parlement du Québec et le Parlement du Canada à l’entrée en vigueur de la présente Constitution. Notons que ce n’est pas dans tous les pays que le nombre de personne élues est fixé dans la Constitution. Cependant, nous avons fait le choix de suivre l’exemple des États-Unis et fixer le nombre de personne de chaque chambre législative.En lien avec la statut du français comme langue commune, nous avons choisi de donner une prépondérance à la version française des lois promulguées. Il s’agit de la langue dans laquelle la majorité des débats parlementaires seront tenus. Cependant, l’on prévoit la publication en anglais de lois pour accommoder les communautés anglophones et allophones.Enfin, nous avons inclus la procédure électorale dans la présente Constitution afin de soutenir la stabilité des institutions politiques électives. Aussi deux derniers éléments sont à noter ici. Premièrement, la durée des mandats, fixé à cinq ans, amène des élections quinquennales, comme en France. Deuxièmement, le choix d’une journée précise pour les élections est typique du système électoral des États-Unis, à date fixe. |

1. Le Parlement est composé de deux chambres législatives :
2. L’Assemblée nationale

i. L’Assemblée nationale se compose de 100 députés

 ii. L’élection des députés est faite par scrutin proportionnel. Un parti politique doit

obtenir 5 % des voix exprimées pour être inclu dans la répartition des sièges.

iii. Les députés nomment le Président ou la Présidente de l’Assemblée nationale parmi leurs pairs.

iv: En cas de vacance d’un poste de député, ce poste est pourvu par la première personne non élue sur la liste électorale de son parti.

1. La Chambre Régionale

 i. La Chambre régionale se compose de 100 représentants.

 ii. L’élection des représentants est faite par scrutin uninominal majoritaire à un tour.

iii. Les représentants nomment le Président ou la Présidente de la Chambre régionale parmi leurs pairs.

iv. En cas de vacance d’un poste de représentant, une élection partielle est tenue dans la circonscription vacante.

1. Le Président ou la Présidente de chaque chambre législative n’a pas droit de vote. En cas d’égalité des voix, leur vote est prépondérant.
2. L’Assemblée nationale et la Chambre régionale sont compétentes pour déposer, étudier et élaborer des projets de loi dans leur compétence respective.
3. L’Assemblée nationale peut adopter des projets de loi en toutes matières obligeant à prélever de nouvelles taxes. La Chambre régionale peut proposer des amendements aux projets de loi de l’Assemblée nationale.
4. La Chambre régionale peut adopter des projets de loi pour la défense des intérêts régionaux. L’Assemblée nationale peut proposer des amendements aux projets de loi de la Chambre régionale.
5. Le budget et les crédits, présentés chaque année par le ministre au revenu national, sont adoptés par un vote à majorité simple dans chaque chambre législative.
6. Le Président ou la Présidente promulgue les lois adoptées par le Parlement.

La promulgation des lois doit être effectuée dans les trente jours suivant l’adoption, à moins que le Président ou la Présidente n’exerce son droit de veto.

1. Les lois du Québec sont imprimées et publiées en français et en anglais.

En cas de difficultés d’interprétation, la version en français est réputée exprimer l’intention du législateur.

*De la procédure électorale*

1. Le mandat des élus du Parlement est:
2. D’une durée de cinq ans;
3. Limités à deux mandats complets au sein d’une même chambre législative.
4. L’élection des élus a lieu le premier lundi du mois d’octobre.

 Le second tour de l’élection présidentielle est tenu le lundi suivant.

1. La personne citoyenne du Québec cumulant une autre citoyenneté et résidant à l’étranger depuis plus de dix ans perd le droit de vote aux élections du Québec.
2. La personne qui a perdu son droit de vote peut le retrouver en établissant son domicile au Québec pour d’une année.

*Des privilèges et pouvoirs du Parlement*

1. Les privilèges, immunités et pouvoirs que possèdent et exercent les élus du Parlement sont ceux prescrits de temps à autre par des lois du Parlement du Québec. Elles ont pour but d’assurer les conditions nécessaires aux travaux législatifs. L'existence de privilèges, immunités et pouvoirs ne peut protéger les élus de poursuites pénales.

## CHAPITRE 4. DE LA RESPONSABILITÉ MINISTÉRIELLE

|  |
| --- |
| Commentaire sur la responsabilité ministérielle : Nous avons choisi d’intégrer à la présente Constitution la responsabilité ministérielle. Sans une telle disposition, nous sommes d’avis que les membres du Conseil exécutif n’auraient pas de compte à rendre au Parlement, car ils ne sont pas élus. Qui plus, en permettant la convocation et l’interrogation de membres du Conseil exécutif, nous nous assurons que cette formule dépasse le simple exercice partisan qu’est la période de questions du système parlementaire du Canada.Pour assurer que les représentants soient plus à l’écoute du peuple, nous intégrons à la présente Constitution le droit du peuple de rappeler ses représentants par la voie du référendum d’initiative populaire. Le seuil élevé de validation menant à la destitution, 75 %, protège le représentant des effets néfastes de la partisanerie que le mode de scrutin uninominal à un tour peut causer. Un tel seuil, que nous pouvons qualifier de « super majorité » ne risque pas d’ouvrir la voie aux excès partisans. |

1. Les membres du Conseil exécutif peuvent être convoqués par le Parlement et interrogés quant à leur ministère.

*De la révocation d’un représentant*

1. Les citoyens peuvent, en cours de mandat, révoquer leur représentant par référendum d’initiative populaire.
2. Seuls les citoyens possédant la qualité d’électeur dans la région du représentant soumis à la procédure de révocation peuvent se prononcer.
3. La révocation d’un représentant nécessite une majorité de 75 % des voix exprimées.

*Des gouvernements de proximité*

|  |
| --- |
| Commentaire sur les gouvernements de proximité : Le terme déconcentré est ici choisi parce que nous ne voulons pas que le pouvoir législatif du Parlement passe à un autre ordre décisionnel. Cette décentralisation aurait imposé, à notre avis, un partage des compétences législatives que nous ne désirons pas dans la présente Constitution[[72]](#footnote-72) [[73]](#footnote-73). En l’espèce, le Parlement contrôle l’entièreté des pouvoirs législatifs. Dans cet esprit, la déconcentration permet un découpage administratif qui permet à l’action de l’administration publique d’être plus agile, plus proche des administrés. Par l’emploi du mot déconcentration, nous souhaitons protéger les municipalités, les villes et les régions d’une possible fin. Nous ne pensons pas que les villes sont des créatures des provinces. Par contre, nous voulons garantir à toutes les personnes un filet de sécurité sociale assez uniforme sur tout le territoire. Les modalités de cela sont laissées à l’interprétation des tribunaux en cas d’abus. |

1. La République du Québec est une organisation politique déconcentrée constituée de gouvernements de proximité.

*Du suffrage universel*

1. La volonté du peuple est le fondement de l’État. Cette volonté s’exprime par le suffrage universel secret, lors d’élections quinquennales.

#

# **TITRE 4.DE LA MAGISTRATURE**

## CHAPITRE 1. DE LA COMPOSITION DES TRIBUNAUX

|  |
| --- |
| Commentaires généraux sur la composition des tribunaux : Dans la composition des tribunaux, nous avons fait le choix de conserver certains éléments de la structure actuelle afin d’assurer une certaine continuité pour les citoyens. Ainsi, nous avons une seule cour de première instance, la Cour du Québec. Cette dernière obtient les compétences de la Cour supérieure, est juge en toutes matières et peut exercer le contrôle constitutionnel.Nous avons toutefois modifié les tribunaux d’appel. En effet, la compétence de notre Cour d’appel est déterminée par le Parlement. Ainsi, toute cause ne peut pas nécessairement faire l’objet d’un appel. Cependant, les matières qui y seront entendues seront limitées aux affaires non-constitutionnelles. Les affaires purement constitutionnelles seront plutôt entendues par une nouvelle institution, la Cour constitutionnelle du Québec.Nous avons fait cette distinction pour répondre à une lacune du système juridique canadien. En effet, la Cour suprême du Canada doit, à de nombreuses reprises, se prononcer sur des questions constitutionnelles et transforme la jurisprudence canadienne. Pourtant, les juges de la Cour suprême ne doivent pas avoir de formation en droit constitutionnel pour trancher des litiges en cette matière complexe. Cela est problématique et est résolu par l’instauration d’une Cour constitutionnelle composée de constitutionnalistes de formation. Cette compétence est une exigence claire et nette pour aspirer à composer la Cour constitutionnelle. Par ailleurs, considérant qu’il s’agit d’experts en matières constitutionnelles, nous leur donnons le pouvoir de répondre à toutes questions de nature constitutionnelle qui est déposé par les tribunaux inférieurs ou par le Procureur général, membre du Comité exécutif. La possibilité de poser des questions à la Cour constitutionnelle s’inspire de la procédure de renvoi, tel qu’elle existe dans le système juridique canadien.Finalement, nous avons aussi inclus un article permettant au Parlement de créer de nouvelles cours de justice. Cela permet au Parlement de créer des tribunaux administratifs, par exemple. L’objectif visée est de permettre d’améliorer, entre autres choses et au besoin, la célérité du système de justice. Le pouvoir de créer de nouvelles cours s’inspire de ce qui est prévu à la Constitution du Canada[[74]](#footnote-74). |

*Des tribunaux judiciaires*

1. Le tribunal de première instance en toute matière est la Cour du Québec.
2. Le tribunal d’appel est la Cour d’appel du Québec. Sa compétence est déterminée par le Parlement.
3. Seules les questions constitutionnelles peuvent faire l’objet d’un appel de dernière instance à la Cour constitutionnelle. Elle peut répondre à toutes questions constitutionnelles soumises par les tribunaux ou par le Procureur général.
4. Le Parlement du Québec pourra, nonobstant toute disposition contraire, lorsque l’occasion le requerra, adopter des mesures visant à créer, maintenir et organiser une cour générale d’appel pour le Québec, et établir des tribunaux additionnels pour la meilleure administration des lois du Québec.

*De la nomination des magistrats*

|  |
| --- |
| Commentaire sur la nomination des magistrats : Bien que notre souhait premier est de mettre la volonté citoyenne au cœur de nos institutions, nous avons choisi de restreindre cette volonté citoyenne en ce qui a trait à la nomination des juges.En effet, la nomination des juges par un processus électoral est pour nous une dérive populiste dangereuse. En obligeant les juges à se lancer dans des campagnes électorales, ils seraient incités à prendre des positions pour plaire à l’électorat et pour être élu. Opposé à cette façon de faire, nous pensons que leur seule allégeance devrait être envers le droit en vigueur et envers la République. Nous avons donc opté pour un système de nomination des juges par la Présidente ou le Président de la République sur recommandation d’un comité du Parlement. Ce processus s’inspire des façons de faire contemporaines et écarte le mode de nominations partisanes.Enfin, nous avons décidé d’intégrer à la présente Constitution le principe de l’indépendance du système judiciaire. Cette disposition s’inspire de la jurisprudence canadienne actuelle[[75]](#footnote-75). |

1. Les magistrats de toutes les cours sont nommés par le Président ou la Présidente sur recommandation d’un comité du Parlement.

*De l’indépendance du système judiciaire*

1. Le Parlement prend les mesures garantissant l’indépendance, l’impartialité et le caractère inamovible des magistrats.
2. Les magistrats ne peuvent être révoqués par le Président ou la Présidente de la République que sur recommandation d’un comité de la magistrature.

 *De la cessation des fonctions*

|  |
| --- |
| Commentaire sur la cessation des fonctions : Bien que notre système de nomination des juges ne soit pas partisan, nous souhaitons que les juges cessent d’exercer leur fonctions à l’âge de soixante-quinze ans. Les juges, par la jurisprudence, influencent grandement le droit. Une limite d’âge favorise donc une plus grande rotation des magistrats. |

1. Un magistrat nommé par le Président ou la Présidente cesse d’occuper sa charge lorsqu’il atteint l’âge de soixante-quinze ans.

#

# **TITRE 5. DES RELATIONS ET ACCORDS INTERNATIONAUX**

1. Le Président ou la Présidente de la République peut signer un accord international.

|  |
| --- |
| L’article 61 vient consacrer le pouvoir au Président ou à la Présidente de la République de signer un accord international. Ce choix semblait pour nous la chose la plus logique à faire, alors qu’il était important que ce pouvoir appartienne à une figure possédant une légitimité politique et et démocratique. Finalement, la signature des traités nous semblait être un pouvoir qui allait de soi au chef d’État, une telle pratique est d’ailleurs la norme dans plusieurs constitutions, tels que les États-Unis[[76]](#footnote-76), la France[[77]](#footnote-77) et la Belgique[[78]](#footnote-78).  |

1. Les membres du Conseil exécutif mandatés par le Président ou la Présidente peuvent négocier un accord international.

Ils n’ont pas le pouvoir de signer un accord international, sauf lorsque cet accord est de nature technique, administratif ou exécutif.

|  |
| --- |
| L’article 62 cherche, quant à lui, à réduire la lourdeur de la tâche du Président ou de la Présidente en lui permettant de transmettre certains de ses pouvoirs aux membres de son conseil exécutif. De plus, dans un souci d’efficience et de rapidité, nous permettons à ces membres de signer certains traités internationaux. Nous sommes d’avis que ces membres détiennent la légitimité démocratique pour le faire, car leur nomination fut approuvé par le deux tiers des membres de chaque chambre.  |

1. L’Assemblée nationale peut obliger la signature d’un accord international par le vote du trois quarts de ses membres.

|  |
| --- |
| Compte tenu que le pouvoir de signer ou non un accord international appartient aux conseil exécutifs, nous avons voulu permettre au pouvoir législatif d’obliger le Président ou la Présidente à signer un traité dans le cas où une très grande majorité de la chambre était de cet avis. Il est à noter qu’une telle procédure reste cependant très difficile à compléter, ainsi c’est seulement dans des situations exceptionnelles qu’une telle procédure aura lieu. Nous sommes d’avis qu’un tel pouvoir est une atteinte justifiable au pouvoir discrétionnaire du président, car il s’agit de faire respecter la volonté populaire. Nous avons choisi l’Assemblée nationale, car ce genre de décisions ont des impacts majoritairement nationaux.  |

1. La République est liée par un accord international lorsque l’Assemblée nationale adopte une motion en faveur de l’accord international.

|  |
| --- |
| Cet article vise à perpétuer ce qui est présentement fait au Québec en créant une obligation à l’exécutif de faire approuver les accords internationaux qu’il signe par l’Assemblée nationale[[79]](#footnote-79). De plus, en nécessitant une motion pour tous les accords internationaux, on assure une forme de contrôle par les représentants de la population, qui détiennent une grande légitimité politique, des accords signée par les membres du conseil exécutifs du Président ou de la Présidente. Le dépôt d’une telle motion permet aussi de tenir des débats éclairés sur ces accords, ce qui contribue à l’acceptation sociale de tel projet.  |

1. La Chambre régionale peut retirer l’engagement de la République à un accord international par le vote du trois quarts de ses membres contre une telle motion.

|  |
| --- |
| Bien que la décision d’intégrer cet article à notre Constitution peut sembler étonnante, il était primordiale pour nous d’accorder à la Chambre régionale un contrepoids, suite au vote de la motion liant la République par l’Assemblée nationale. En fait, cette décision fut prise dans la logique de la séparation des compétences de chaque chambre. Le but était de pouvoir assurer que, dans le cas où certains accords auraient des intérêts nationaux et régionaux divergents, ceux-ci ne soit pas automatiquement accepté par la République. De plus, il est à noter que le pouvoir de la Chambre régional est limité à refuser certains accords, ils ne peuvent donc pas lié la République.  |

1. Dans le cas où un accord international comporte une clause contraire à la présente Constitution, le processus de modification constitutionnelle doit alors être complété avant l’adoption d’une motion pour cet accord international par l’Assemblée nationale

|  |
| --- |
| Cet article est grandement inspiré par l’article 54 de la Constitution de la République française[[80]](#footnote-80). Il vient rappeler la primauté de la Constitution sur tout accord international en précisant que l’on doit modifier la Constitution avant de lier la République à un accord. Il vient en plus officialiser la manière de procéder lors d’un tel désaccord entre les deux documents.  |

1. Après l’adoption de la motion, le Président ou la Présidente doit déposer un projet de loi intégrant les dispositions de cet accord international au droit interne de la République dans les cent-quatre-vingts jours suivants l’adoption d’une telle motion.

|  |
| --- |
| L’article 67 vient officialiser que la République du Québec est un État dualiste, il doit donc intégrer les dispositions des traités internationaux directement dans son droit interne. Nous avons fait ce choix afin d’assurer que chaque Chambre puisse avoir son mot à dire dans l’élaboration des projets de loi qui intégrerait les accords internationaux dans le droit interne.L’intégration d’un tel accord dans le corpus législatif aurait alors une plus grande portée démocratique. De plus, pour ce qui est du temps alloué, il nous apparaissait essentiel de fixer une limite afin de montrer l’importance que nous accordions aux accords internationaux auxquels la République se lie. Ainsi, dès que la République se lie, elle ne peut pas se retirer de ses engagements, malgré un changement de législature par exemple.  |

1. Le peuple du Québec peut exercer un droit de refus sur les engagements internationaux qui lie la République par référendum d’initiative populaire.

|  |
| --- |
| Cet article est en fait une représentation globale de notre Constitution. Nous avons cherché à donner plusieurs possibilités à la population de se prononcer sur plusieurs enjeux politiques. Il était donc tout à fait logique d’accorder à la population le pouvoir de refuser de lier la République aux accords internationaux, alors que ceux-ci ont, pour la plupart, une valeur équivalente à une loi.  |

1. Toute modification à la loi intégrant les dispositions d’un accord international dans le droit interne de la République n’a pas pour effet de retirer l’engagement de la République à cet accord.

|  |
| --- |
| Bien que logique, cet article nous semblait fort important afin de ne pas créer de malentendu lors de l’interprétation des tribunaux sur certaines lois et certains accords internationaux. De plus, cet article vient encore une fois rappeler l’importance que nous accordons à ces accords internationaux, alors qu’il y a une procédure officielle de retrait qui, comme nous le voyons, ne peut pas être contourné.  |

1. La République peut se retirer d’un engagement international lorsque le Président ou la Présidente et l’Assemblée nationale sont en accord avec ce choix.

|  |
| --- |
| Ce dernier article de la section édicte la procédure de retrait que la République doit suivre pour se soustraire d’un accord international. Nous avons choisi une procédure qui était sensiblement pareil à celle que dois suivre la République pour se lier à un accord international, il était important pour nous que le législatif et l’exécutif se prononce sur cette question. De plus, bien que semblable, cette procédure n’est pas nécessairement simple, ce qui rappel l’importance que nous accordons à de tels accords. Finalement, il est à noter que le retrait de la République à certains accord internationaux n’A pas pour effet d’abroger toute loi de droit interne qui intégrait les dispositions de ces accords dans le droit de la République.  |

#

# **TITRE 6. DES ORGANISMES PUBLICS**

1. Les organismes publics suivants ont pour objet la conservation de la démocratie québécoise :
2. Le Directeur général des élections;
3. Le Vérificateur général;
4. Le Protecteur du citoyen;
5. Le Commissaire au lobbyisme;
6. Le Conseil du statut de la femme;
7. L’Unité permanente anticorruption;
8. La Commission des droits de la personne et de la jeunesse;
9. Le Protecteur de la nature.

|  |
| --- |
| L’article 71 de la Constitution fut grandement inspiré par l’article 181 de la Constitution de la République d’Afrique du Sud[[81]](#footnote-81). Le but était de faire un amalgame de plusieurs organismes qui n’ont pas nécessairement de lien direct entre eux et ayant plusieurs objectifs et pouvoirs différents, mais qui se rassemble sous un point central, qu’est la protection de la démocratie. Certains de ces organismes nous paraissaient fort logique, c’est le cas du Vérificateur général, le Protecteur du citoyen, le Directeur général des élections et la Commission des droits de la personne . Pour les autres organismes, certains choix que nous avons fait peuvent sembler curieux, mais il était important pour nous de les intégrer à notre Constitution, car nous croyons qu’ils ont un rôle crucial à jouer. Ainsi, nous avons intégré le Commissaire au lobbyisme, car nous croyons que ce rôle est essentiel pour équilibrer l’impact de chaque force en puissance, soit celle des personnes morales et physiques, dans le débat public sur divers enjeux. Dans le cas du Conseil du statut de la femme, nous avons voulu souligner l’importance que nous accordions à l’équité homme femme. Malgré le fait que les iniquités sont de moins en moins grande, nous considérions qu’il était important d'intégrer un tel organisme afin d’assurer que la discrimination historique qu’ont subi les femmes soit évitée. Dans le cas de l’UPAC, il était important pour nous de constitutionnaliser cet organisme, malgré le fait qu’il est présentement malmené, car il est d’une grande importance pour la conservation de notre démocratie. En ayant un corps de police constitutionnalisé qui se concentre sur la corruption, on vient par le fait même montrer qu’il est important pour nous que les luttes politiques se déroulent à corps égale. Finalement, le Protecteur de la nature est en fait une invention de notre cru qui nous fut inspiré par le cours. Le but était de donner à cet organisme des pouvoirs très ressemblant à ceux du Protecteur du citoyen, mais qui s’appliquait aux diverses situations environnementales. On ne donne donc pas une personnalité juridique aux ressources naturelles, mais on accorde de large pouvoir de poursuite à l’organisme.  |

1. Ces organismes sont indépendants du Président ou de la Présidente, des membres du Conseil exécutif, des tribunaux et des membres du Parlement du Québec. Ils exercent leurs mandats sans craintes, faveurs ou préjudices.

|  |
| --- |
| En intégrant dans la constitution ces organismes, nous avions surtout pour objectif de constitutionnaliser leur mission. Ainsi, ce n’est pas tant la forme que le fond qui nous intéressait, il fallait donc assurer que leur mission pouvait être exécuté sans craintes, faveurs ou préjudices, mais aussi rappeler qu’ils ne sont en aucun cas liés au politique. Un tel article était d’ailleurs fort important alors que plusieurs de ces organismes ont un travail de contrôle, en quelque sorte, sur l’exécutif ou sur le législatif. Il est aussi à noter que cet article fut grandement inspiré de l’article 181 (2) de la République d’Afrique du Sud[[82]](#footnote-82).  |

1. Les personnes à la tête de ces organismes sont nommées par un vote au deux tiers des membres de l’Assemblée nationale.

|  |
| --- |
| Malgré que présentement la nomination des personnes à la tête de ces organismes n’est pas automatiquement fait par l’approbation du ⅔ de la chambre, nous avons décidé d’uniformiser cette pratique. Il était important pour nous d’octroyer une grande indépendance à ces organismes, en conséquence, il fallait aussi assurer une légitimité politique aux personnes à la tête de ces organismes pour assurer la confiance de la population envers ces derniers. C’est pourquoi le choix d’uniformiser la pratique de la nomination aux deux tiers des membres nous semblait une solution simple, efficace et logique à cette problématique. Par ce type de nomination, toutes les personnes à la tête de ces organismes obtiennent, en quelque sorte, un assentiment de la population, alors que la chambre élu au suffrage représentatif donne leur aval sur les nominations.  |

1. Les personnes à la tête de ces organismes peuvent être convoquées et interrogées par le Parlement.

|  |
| --- |
| Encore une fois, cet article suit la logique de l’article 70, en octroyant une grande indépendance à ces organismes, on ne voulait pas non plus créer des organismes fermés et à l’abri de toutes interactions avec les élus. Nous sommes d’avis que ce pouvoir de contrôle est une partie importante du rôle de députés et de représentants, on ne voulait donc pas lui porter atteinte par la création de ces organismes. Ainsi sans prendre des décisions pour l’organisme, ils peuvent remettre en question les choix qu’ils prennent et proposé des améliorations pour augmenter l’efficience et la capacité de ses organismes.  |

1. Outre ce qui est prévu par la présente Constitution, les modalités de chaque organisme sont déterminées par la loi. Le législateur doit, à cet effet, s’assurer de préserver l’indépendance, l’intégrité et la mission de ces organismes.

|  |
| --- |
| Cet article se lit en deux temps. Tout d’abord, on édicte que la Charte des organismes publiques sera incomplète, ce qui est totalement volontaire. Bien que nous avons codifié plusieurs articles en lien avec ces organismes, plusieurs modalités n’ont pas été déterminées par la constitution. C’était un choix délibéré et logique afin d’assurer la pérennité de la mission de ses organismes tout en laissant au législateur une marge de manoeuvre pour modifier la structure ou le fonctionnement de ces organismes pour des raisons qui lui sont propres. Dans le cas de la deuxième partie de l’article, nous avons voulu restreindre la liberté d’action du législateur, mais aussi établir un cadre d’interprétation pour les juges. Tout d’abord, il était fort important pour nous, comme nous l’avons dit plus haut, que le législateur possède une marge de manoeuvre intéressante. Cependant, à l’inverse, nous voulions aussi nous assurer de ne pas créer de coquille vide, ainsi en obligeant le législateur à respecter certains critères, nous nous assurons, en quelque sorte, que ces organismes et leur mission perdure dans le temps. Dans le second cas, l’article vient clairement montrer notre intention lors de l’insertion d’un tel chapitre dans notre Constitution. Ainsi, toutes dispositions qui iraient à l’encontre de ces trois grands objectifs pourraient être jugé inconstitutionnel par cet article. Bien que cet article pourrait restreindre à plusieurs égards les actions du législateur, nous sommes d’avis que chacun des objectifs sont nécessaires et que cette restriction est donc fondamentale. Tout d’abord, l’indépendance, nous avons parlé à plusieurs reprises plus haut, mais cet objectif allait de soi pour nous afin que ces organismes puissent accomplir leur travail sans crainte. Deuxièmement, l’intégrité, ce choix fut fait afin d’assurer que l’organisme ne manque pas de ressources physiques et monétaires et conséquemment pour en assurer sa pérennité. Finalement, la mission, il faut dire qu’en intégrant dans la constitution plusieurs dispositions sur la mission de ces organismes, il devient beaucoup plus difficile de porter atteinte à ces dernières sans que le tout soit inconstitutionnel. Cependant, ce genre de répétition montre toute l’importance que nous accordons à la préservation des mission de ces organismes.  |

1. Les dispositions relatives à chacun des organismes sont disposées dans l’Annexe de la présente Constitution.

|  |
| --- |
| Vous trouverez ainsi à l’annexe la Charte des organismes publiques qui disposent de quelques articles sur chacun des organismes. Ces articles font bien sûr partie intégrante de notre Constitution, ils touchent principalement à la mission des organismes et à la nomination des personnes à la tête de ces organismes. Nous avons décidé d’intégrer ces articles en Annexe en raison de la longueur de l’ensemble du texte. Bien qu’il ne s’agisse que d’une cinquantaine d’article, le tout aurait grandement alourdi la Constitution actuelle, ce que nous ne voulions pas faire, ainsi nous pensons permettre au lecteur de voir l’idée générale par les articles de la Constitution tout en lui laissant le loisir par la suite d’aller regarder la Charte. Nous avons en plus fait le choix d’intégrer plusieurs articles à cette Charte, ce qui réduit grandement la marge de manoeuvre du législateur. Suite à plusieurs critiques à cet effet, nous avons tout de même décidé de conserver ces articles, car c’était notre but de départ que de restreindre la liberté du législateur. Il faut dire que cette section fut aussi fort influencé par ce que la République d’Afrique du Sud a fait dans sa Constitution[[83]](#footnote-83). Ainsi, nous sommes d’avis que dans une perspective démocratique et équitable, nous avons fait le bon choix de conserver ces articles, car ils viennent donner une certaine puissance à des organismes fort important pour la préservation de la démocratie québécoise. Il faut dire aussi que la majorité des articles sont tirés de la *Loi électorale[[84]](#footnote-84)*, la *Loi sur le vérificateur général[[85]](#footnote-85)*, la *Loi sur le protecteur du citoyen*[[86]](#footnote-86), la *Loi sur la transparence et l’éthique en matière de lobbyisme[[87]](#footnote-87)*, la *Loi sur le Conseil du statut de la femme*[[88]](#footnote-88),la *Loi concernant la lutte contre la corruption[[89]](#footnote-89)* et la *Charte des droits et libertés de la personne*[[90]](#footnote-90). |

#

# **TITRE 7. DES PROCÉDURES D’AMENDEMENTS**

|  |
| --- |
| Commentaires sur les procédures d’amendements : Nous avons prévu une procédure d’amendement similaire à celle ayant cours dans le système semi-républicain français[[91]](#footnote-91). La première règle, générale, est rigide et vise la préservation des institutions. Elle reprend la formule d’amendement (7/50) qui est propre à la Constitution canadienne. En effet, l’on demande une super-majorité. Les deux tiers des législatures des provinces, soit sept sur dix doivent l’appuyer et l’amendement doit ensuite être adoptée par référendum à la majorité des personnes ayant votés (50 %). Ainsi, sans verser dans l’excès propre aux clauses d’éternité[[92]](#footnote-92), nous proposons une procédure assez rigide qui assure la conservation des institutions.Aussi, la présente Constitution a une procédure plus simple pour ajouter des droits et des libertés. D’abord, tout élu peut l’initier et ensuite, un vote au deux tiers du Parlement est nécessaire. Il est relativement facile à obtenir lorsque ce nouveau droit fait consensus. Ainsi, nous répondons aux critiques habituellement portées contre les constitutions. Ces critiques affirment que les constitutions sont immuables et ne permettent de défendre des droits. Par cette procédure de modification, nous prenons en compte, notamment, la possibilité d’intégrer à la présente Constitution les droits des personnes transgenres.Enfin, nous intégrons à la présente Constitution un article d’amendement à la procédure d’amendement qui est plus rigide que les deux précédentes. Nous procédons ainsi, car nous voulons éviter qu’une modification à la procédure d’amendement soit une façon détournée d’altérer les institutions et les valeurs de la République du Québec. Cela est typique de la majorité des constitutions du monde, mais notre inspiration est plus proche et nous vient de la Constitution canadienne[[93]](#footnote-93). |

##

## CHAPITRE 1. DE LA PROCÉDURE GÉNÉRALE D’AMENDEMENT

1. Une modification constitutionnelle ne peut être proposée qu’à l’initiative du Président ou de la Présidente :
2. Elle est adoptée en termes identiques par un vote aux deux tiers du Parlement et;
3. Elle est adoptée par référendum par une majorité de personnes ayant voté.

## CHAPITRE 2. DES PROCÉDURES SPÉCIALES D’AMENDEMENT

1. Une modification constitutionnelle qui a pour objet l’ajout de droits et libertés peut être proposée par tout élu.

Elle est adoptée en termes identiques par un vote aux deux tiers du Parlement.

1. Une modification constitutionnelle qui a pour objet de modifier la procédure d’amendement ne peut être proposée qu’à l’initiative du Président ou de la Présidente :
2. Elle est adoptée en termes identiques par un vote aux deux tiers du Parlement et;
3. Elle est adoptée par référendum par une majorité aux deux tiers des personnes ayant voté.

#

# **TITRE 8. DES DISPOSITIONS MODIFICATIVES ET TRANSITOIRES**

1. Le Président ou la Présidente doit, dans les cinq ans de l’entrée en vigueur de la Constitution, entreprendre des négociations avec les nations autochtones sur le territoire du Québec, concernant leurs droits, leurs libertés et leurs territoires et toutes autres matières jugées appropriées.

|  |
| --- |
| Cet article est nécessaire à la présente Constitution, car il assure, par souci d’inclusion, les droits et les pouvoirs des nations autochtones. Celles-ci ont un statut spécial au Canada et l’entrée en vigueur de la présente Constitution le maintien. Une période d’adaptation et de discussion est nécessaire pour assurer le maintien de ce statut spécial. La présente Constitution accorde aux nations autochtones toute l’importance qu’une nation accorde à une autre nation qui lui est égale. Nous ne faisons pas abstraction du passé, nous reconnaissons que la relation entre les nations autochtones et le gouvernement du Canada n’est pas acceptable et ne sera pas suivi par la présente Constitution. |

1. Le Président ou la Présidente doit, dans les cinq ans suivant l’adoption de la Constitution, entreprendre des négociations avec le gouvernement du Canada, pour négocier la délimitation des frontières entre le Québec et le Canada et toutes autres matières jugées appropriées.

|  |
| --- |
| Dans la même optique que le commentaire précédent, des négociations et des ententes doivent avoir lieu avec le Canada concernant le territoire. La délimitation du territoire du Québec peut sembler impossible, mais nous pensons qu’elle doit être réglé par la négociation. |

1. Les articles 9.1, 52 et 55 de la *Charte des droits et des libertés de la personne* (chapitre C-12) sont abrogés.

|  |
| --- |
| Au Titre 2, nous avons choisi d’intégrer à la présente Constitution certains articles de la *Charte des droits et libertés* (chapitre C-12) et d’inclure les procédés de dérogation et de limitation. Donc, les articles 9.1 et 52 ne sont plus nécessaires dans le texte de la *Charte*[[94]](#footnote-94). De plus, nous pensons que ces deux articles ne sont pas rédigés de manière à rendre l’intention du législateur claire. De plus, ils ne sont pas placés au bon endroit dans le texte. Pour ce qui est de l’article 55, nous avons décidé de l’abroger. Car, l’entrée en vigueur de la présente Constitution arrête le partage des compétences législatives entre les paliers provinciaux et fédéraux, il n’est plus nécessaire d’indiquer que la Charte s’applique au législateur du Québec, cela va de soi. |

1. La *Charte des droits et libertés de la personne* est modifiée par l’insertion, après l’article 45, du suivant :

45.1. Toute personne a le droit d’avoir accès à un logement suffisant.

L’État doit prendre des mesures législatives et autres mesures raisonnables, dans les limites des ressources disponibles, pour réaliser progressivement ce droit.

Nul ne peut être expulsé de son domicile ou voir sa maison démolie sans qu’une ordonnance de la cour ait été rendue après avoir tenu compte de toutes les circonstances pertinentes. Aucune législation ne peut autoriser des expulsions arbitraires.

|  |
| --- |
| Nous penson que l’accès au logement est un droit économique et social primordial dans notre société et il doit être enchâssé dans la *Charte des droits et libertés de la personne*. Ce droit s’insère bien comme un alinéa de l’article 45[[95]](#footnote-95). Il garanti l’accès à un niveau de vie décent pour tous. Nous pensons que ce droit s’y joint bien à cet endroit. Par ailleurs, la *Charte des droits et libertés de la personne* est toujours susceptible de modifications et d’ajouts de droits en son sein par le processus d’amendement disposé au Titre 7, chapitre 2 de la présente Constitution. Nous voulons que le processus d’ajout soit simple et accessible compte tenu l’importance de ces droits dans notre société. |

1. Les lois du Parlement du Canada et les règlements qui en découlent, applicables au Québec à la date d’entrée en vigueur de la présente Constitution, sont réputés être des lois et des règlements du Québec. Les dispositions de ces lois et de ces règlements sont maintenues en vigueur jusqu’à ce qu’elles soient modifiées, remplacées ou abrogées.

|  |
| --- |
| Cet article vise à éviter un vide juridique. Avant l’entrée en vigueur de la présente Constitution, et selon notre perspective de la transition entre un Québec-province et un Québec indépendant, le Québec peut modifier ou abroger des lois canadiennes qu’il juge désuètes ou pas adaptées à la société québécoise. Le Québec peut également voter de nouvelles lois. Par contre, à la date d’entrée en vigueur, les lois canadiennes qui n’ont pas été modifiées ou abrogées sont réputées avoir force de loi au Québec. Par la suite, elles peuvent, tout comme les autres lois du Québec être modifiées ou abrogées. Cet article s’inscrit dans une logique de réalisme politique. La préparation des légistes est de longue haleine et ne peut être fait à l’aube de l’entrée en vigueur de la présente Constitution. C’est davantage un travail de longue haleine qui portera les meilleurs fruits. |

#

# **TITRE 9.DE L’ENTRÉE EN VIGUEUR**

1. Les dispositions de la présente constitution entreront en vigueur le 30 octobre 2018, date de la sanction.

**BIBLIOGRAPHIE**

**Législation canadienne**

*Charte canadienne des droits et des libertés*, partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, constituant l’annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canad*a, 1982, c.11 (R.-U.).

*Charte de la langue française,* RLRQ c. C-11.

*Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec,* RLRQ., c. C-11.5.

*Charte des droits et des libertés de la personne*, RLRQ, c. C-12.

*Décret concernant la Journée nationale des Patriotes*, Décret 1322-2002.

*Décret sur les armoiries du Québec,* RRQ 1981, c. D-13

*Loi concernant la lutte contre la corruption*, RLRQ, c. L-6.1.

*Loi concernant les soins de fin de vie*, RLRQ, c. S-32.0001.

*Loi constitutionnelle de 1867*, 30 & 31 Vict., c. 3 (R.-U.), art. 101, reproduite dans LRC 1985 c. ann. II, no. 5.

*Loi constitutionnelle de 1982,* art. 38, constituant l’annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada,* 1982, c. 11 (R.-U.).

*Loi électorale*, RLRQ, c. E-3.3.

*Loi sur l’exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l’État du Québec*, RLRQ, c. E-20.2

*Loi sur la Commission de la capitale nationale*, RLRQ, c. C-33.1.

*Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, RLRQ, c. C-61.01.

*Loi sur la consultation populaire*, RLRQ, c. A-23.1

*Loi sur la Fête nationale,* RLRQ., c F-1.1, article 1.

*Loi sur la transparence et l’éthique en matière de lobbyisme*, RLRQ, c. T-11.011.

*Loi sur le Conseil du statut de la femme*, RLRQ, c. C-59.

*Loi sur le développement durable*, R.RLRQ, c. D-8.1.1.

*Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec*, RLRQ, c. D-12.

*Loi sur le ministère des Relations internationales*, RLRQ, c. M-25.1.1.

*Loi sur le patrimoine culturel*, RLRQ c. P-9.002.

*Loi sur le protecteur du citoyen*, RLRQ, c. P-32.

*Loi sur le vérificateur général*, RLRQ, c. V-5.01.

*Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, LQ 2017, c. 13.

**Législation étrangère**

*Constitution de la Cinquième République française*, 1958.

*Constitution of the Republic of South Africa*, 1996.

*La Constitution belge*, 1994.

*Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l’État*.

*Loi fondamentale de la République fédérale d’Allemagne*, 1949.

*The United States Constitution,* 1789.

**Jurisprudence**

*Renvoi relatif à la sécession du Québec,* [1998] 2 RCS 217.

*Three Rivers Boatman Limited* c. *Conseil Canadien des Relations Ouvrières* [1969] R.C.S. 607.

*Valente* c. *La Reine*, [1985] 2 R.C.S. 673.

**Doctrine**

AMYOTTE, Luc, *Méthode quantitatives. Applications à la recherche en sciences humaines,* 3 éd., Montréal, Éditions du renouveau pédagogique, 2011, p. 46.

ARBOUR, Jean-Maurice et PARENT, Geneviève, « Droit international Public », 6e éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2012, page 241.

ASSEMBLEE NATIONALE DU QUEBEC, *Résolution sur la reconnaissance des nations autochtones*, 20 mars 1985, [En ligne] [<https://www.sqrc.gouv.qc.ca/index.asp>] (26 juin 2018).

BEAUCHAMP, Caroline, *Pour un Québec laïque*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012.

BERLIN, Isaiha, *Liberty,* Oxford, Oxford University Press, 2002.

BOIDIN, Bruno, « Développement humain, développement durable et ‘‘pays en développement’’ », *Développement durable et territoires,* Dossier 3 | 2004, [En ligne] [<https://journals.openedition.org/developpementdurable/1120#text>] (19 juin 2018).

BOUCHARD, Gérard, « *Qu’est-ce que l’interculturalisme ?* », (2011) 56-1 *McGill Law Journal* 395.

CHONG, Frédérick, « Où permet-on l’aide médicale à mourir dans le monde? La réponse en carte », *Radio-Canada*, 15 avril 2016, [En ligne], [<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/776223/euthanasie-suicide-assiste-aide-medicale-carte-monde>] (18 juin 2018).

COMMISSION D’ACCES A L’INFORMATION, DECISION DU 11 JANVIER 2012, *Fortin* c. *Assemblée nationale du Québec*, [En ligne] [<http://www.cai.gouv.qc.ca/documents/CAI_DSJ_010535ja.pdf>] (26 juin 2018).

*Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec*, 7 février 2002 [En ligne] [<http://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/ententes/cris/entente_cris_20020207.pdf>] (26 juin 2018).

FILION, Marcel, GOSSELIN, Guy et GÉLINEAU, François, *Régimes politiques et sociétés dans le monde,* 2 éd., Québec, Les Presses de l’Université Laval, 2017.

FLEMING, Robert J. et YARHI, Eli, « Députés des législatures provinciales et territoriales », *Encyclopédie canadienne*, 31 mai 2017, [En ligne], [https://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/depute-provincial/], (21 juin 2018).

HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L’HOMME, *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,* 16 décembre 1966, [En ligne] [<https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=IV-3&chapter=4&clang=_fr>] (26 juin 2018).

HOBBES, Thomas, *Leviathan*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

ISSALYS, Pierre et LEMIEUX, Denis, « L’action gouvernementale »*,* 3 éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2009.

LOCKE, John, *Two Treatises of government*, London, Cambridge University Press, 1967.

MAALOUF, Leila, « Les référendums d'initiative populaire : une mesure répandue? », *Ici Radio-Canada*, (23 août 2012), [En ligne], [https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/575487/referendum-initiative-populaire] (21 juin 2018).

MARCEL, Jean-Christophe, « Solidarité sociale » *Encyclopédie Universalis,* 2008, [En ligne], [<https://www.universalis.fr/encyclopedie/solidarite-sociale/>] (19 juin 2018).

MONTESQUIEU, Charles de Secondat, baron de, *De l’esprit des lois*, Paris, Seghers, 1972.

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, « Ouananiche », Fiche terminologique, 2007, [En ligne], [<http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8349691>] (19 juin 2018).

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, *Avoir bon genre à l’écrit : guide de rédaction épicène,* Québec, Les Publications du Québec, 2006.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES*, Charte des Nations Unies*, Conférence des Nations Unies pour l’Organisation internationale, 24 octobre 1945, [En ligne] [<http://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-i/index.html>] (19 juin 2018).

ORGANISATION DES NATIONS UNIES, *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, Assemblée générale, 61/295, 2006, [En ligne],<http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf> (19 juin 2018).

PAGÉ, Sylvain, « Manifeste pour une nouvelle culture politique », *Sylvain Pagé, député de Labelle*, (7 septembre 2011), [En ligne] [https://sylvainpagedepute.org/nouvelleculturepolitique/manifeste.pdf] (27 juin 2018), p.14.

PREUSS, Ulrich K. « The Implications of ’’Eternity Clauses’’: The German Experience », (2011) 44 *Israel Law Review* 429-448.

RAMAUX, Christophe, *Qu’en est-il de l’État social ?* SorbonnEco, 5 avril 2016, [En ligne] [<https://sorbonneco.hypotheses.org/2450>] (19 juin 2018).

RENAN, Ernest, *Qu’est-ce qu’une nation?*, Paris, Calmann Lévy, 1882.

ROUSSEAU, Jean-Jacques, *Du contrat social*, Paris, Flammarion, 2011.

TAYLOR, Charles, « *Multiculturalism and “The Politics of Recognition”* », Princeton, Princeton University Press, 1992.

TURP, Daniel, « La nouvelle justiciabilité internationale des droits économiques, sociaux et culturels », dans TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE DU QUÉBEC et BARREAU DU QUÉBEC, *Race, femme, enfant, handicap : Les conventions internationales et le droit interne à la lumière des enjeux de l’égalité*, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2010.

TURP, Daniel, *La Constitution québécoise. Essais sur le droit du Québec de se doter de sa propre Loi fondamentale*, Québec, Éditions JFD, 2013.

# **ANNEXE 1**: Représentation du drapeau national, le fleurdelisé



Source :<https://www.justice.gouv.qc.ca/fileadmin/user_upload/contenu/images/drapeau/drapeau_72.jpg>

# **ANNEXE 2** : Représentation des armoiries nationales du Québec



Conception : armoiries conçues par Fanny Demousseau

# **ANNEXE 3** : Recette officielle du plat national du Québec

Ingrédients :

● 30 ml (2 c. à soupe) d’eau

● 30 ml (2 c. à soupe) de fécule de maïs

● 90 ml (6 c. à soupe) de beurre non salé

● 60 ml (1/4 tasse) de farine tout usage non blanchie

● 2 gousses d'ail, hachées finement

● 2 boîtes de 284 ml (10 oz) de bouillon de boeuf concentré non dilué

● 1 boîte de 284 ml (10 oz) de bouillon de poulet concentré non dilué

● 6 grosses pommes de terre Russet, pelées et coupées en bâtonnets d’environ 1/2 cm (1/4 po) d’épaisseur

● 675 g (1 ½ lb) de fromage en grains

● Huile de canola

● Poivre

● Sel

Préparation de la poutine

**Sauce brune :**

1. Dans un petit bol, délayer la fécule dans l’eau. Réserver.

2. Dans une casserole, fondre le beurre. Ajouter la farine et poursuivre la cuisson environ 5 minutes en remuant jusqu’à ce que le mélange prenne une teinte bien dorée. Ajouter l’ail et poursuivre la cuisson environ 30 secondes.

3. Ajouter le bouillon et porter à ébullition en remuant à l’aide d’un fouet. Incorporer la fécule et laisser mijoter de 3 à 5 minutes ou jusqu’à ce que la sauce épaississe. Poivrer.

**Pommes de terre :**

1. Dans un grand bol, faire tremper les pommes de terre dans l’eau froide environ 30 minutes ou jusqu’à 24 heures au réfrigérateur.

2. Préchauffer l'huile de la friteuse à 170 °C (325 °F). Déposer une grille sur une plaque de cuisson.

3. Égoutter et bien éponger les pommes de terre avec un linge propre et les placer dans le panier de la friteuse. Plonger le panier dans l’huile chaude de la friteuse et cuire environ 2 minutes.

4. Égoutter les frites et les déposer sur la grille. Laisser tiédir. Augmenter la température de l'huile de la friteuse à 180 °C (350 °F).

5. Remettre les pommes de terre dans la friteuse et frire de 2 à 4 minutes ou jusqu'à ce que les frites ou soient bien dorées. Retirer les frites de la friteuse et les égoutter sur la grille ou sur du papier absorbant. Saler et réserver au chaud au besoin.

**Assembler le plat :**

Répartir les frites dans quatre assiettes, garnir de fromage et napper de sauce.

Source de la recette :<https://www.ricardocuisine.com/recettes/4853-poutine-sauce-maison> et<https://www.ricardocuisine.com/recettes/4854-sauce-brune-a-poutine-et-a-hot-chicken>

# **ANNEXE 4** : Partition officielle de l’hymne national du Québec : « Gens du pays »



Source :<http://musicalecole.free.fr/projet2008/partitions/gens%20du%20pays.pdf>

# **ANNEXE 5** : Charte des organismes publics

#

**CHAPITRE 1: Le Directeur général des élections**

1. Sur proposition du Président ou de la Présidente, l’Assemblée nationale nomme le Directeur général des élections.
2. La durée du mandat du Directeur général des élections est de sept ans.
3. Le Directeur général des élections peut démissionner à tout moment au moyen d’un avis écrit qui sera déposé à l’Assemblée nationale et à la Chambre régionale.

Il est possible de destituer le Directeur général des élections par une résolution approuvée par les deux tiers du Parlement du Québec.

1. Le Directeur général des élections a notamment pour fonction de veiller à l’application de la loi électorale et de ses règlements.
2. Il exécute tout mandat que lui confie l’Assemblée nationale ou la Chambre régionale. Il peut également être consulté par le gouvernement sur toute législation à caractère électoral.
3. Il peut procéder à l’étude et à l’évaluation des mécanismes électoraux et à des études sur le financement des partis politiques et des candidats. Après avoir obtenu l’avis du comité consultatif, il peut aussi effectuer toute autre recherche qu’il juge utile.
4. Le Directeur général des élections peut recommander aux députés et aux représentants de nouvelles modalités d’exercice du droit de vote, de nouvelles formalités relatives au scrutin ou de nouvelles règles concernant le dépouillement et le recensement des votes, lors d’une élection partielle ou lors d’élections générales, et dans ce dernier cas, pour toutes les circonscriptions ou pour certaines d’entre elles seulement.

**CHAPITRE 2: Le Vérificateur général**

1. Une personne est nommée Vérificateur général sur motion présentée par le Président ou la Présidente et adoptée par l’Assemblée nationale.
2. La durée du mandat du vérificateur général est de dix ans. Ce mandat ne peut être renouvelé.
3. Le Vérificateur général peut démissionner à tout moment au moyen d’un avis écrit qui sera déposé à l’Assemblée nationale et à la Chambre régionale. Il est possible de destituer le Vérificateur général par une résolution approuvée par les deux tiers du Parlement du Québec.
4. Le Vérificateur général a compétence en matière de vérification ou d’enquête se rapportant:
	1. Aux fonds et autres biens publics;
	2. Aux services, aux fonds et autres biens transmis sous forme de subventions accordées par un organisme public ou par un organisme du gouvernement;
	3. À tout autre organisme ou établissement désigné par la loi.
5. Ces vérifications ont pour objet de favoriser le contrôle du Parlement du Québec sur les fonds et autres biens publics.

**CHAPITRE 3: Le Protecteur du citoyen**

1. Une personne est nommée Protecteur du citoyen sur motion présentée par le Président ou la Présidente et adoptée par l’Assemblée nationale.
2. La durée du mandat du Protecteur du citoyen est de cinq ans.
3. Le Protecteur du citoyen peut démissionner à tout moment au moyen d’un avis écrit qui sera déposé à l’Assemblée nationale et à la Chambre régionale. Il est possible de destituer le Protecteur du citoyen par une résolution approuvée par les deux tiers du Parlement du Québec.
4. Le Protecteur du citoyen intervient, sous réserve des dispositions de la loi, chaque fois qu’il a des motifs raisonnables de croire qu’une personne ou un groupe de personnes a été lésé ou peut vraisemblablement l’être, par l’acte ou l’omission d’un organisme public, de son dirigeant, de ses membres ou du titulaire d’une fonction, d’un emploi ou d’un office qui relève de ce dirigeant.
5. Il intervient de sa propre initiative ou à la demande de toute personne ou groupe de personnes, qui agit pour son compte ou pour autrui.

**CHAPITRE 4: Le Commissaire au lobbyisme**

1. Sur proposition du Président ou de la Présidente, l’Assemblée nationale nomme un Commissaire au lobbyisme chargé de la surveillance et du contrôle des activités de lobbyisme exercées auprès des titulaires de charges publiques.
2. La durée du mandat du Commissaire au lobbyisme est de cinq ans.
3. Le Commissaire au lobbyisme peut démissionner à tout moment au moyen d’un avis écrit déposé à l’Assemblée nationale et à la Chambre régionale. Il est possible de destituer le Commissaire au lobbyisme par une résolution approuvée par les deux tiers du Parlement du Québec.
4. Le Commissaire doit, au plus tard à l’expiration du cent-quatre-vingtième jour qui suit la date de son entrée en fonction, transmettre aux députés et aux représentants un projet de code de déontologie régissant les activités des lobbyistes.
5. Le Commissaire au lobbyisme peut, de sa propre initiative ou sur demande, faire des enquêtes s’il a des motifs raisonnables de croire qu’il y a eu manquement à la loi ou au code de déontologie.

**CHAPITRE 5: Le Conseil du statut de la femme**

1. Une personne est nommée Présidente du Conseil du statut de la femme sur motion présentée par le Président ou la Présidente et adoptée par l’Assemblée nationale.
2. La durée du mandat de la Présidente du Conseil du statut de la femme est de cinq ans.
3. La Présidente du Conseil du statut de la femme peut démissionner à tout moment au moyen d’un avis écrit qui sera déposé à l’Assemblée nationale et à la Chambre régionale.

Il est possible de destituer la Présidente du Conseil du statut de la femme par une résolution approuvée par les deux tiers du Parlement du Québec.

1. La ministre responsable du Conseil du statut de la femme est la ministre responsable de la Condition féminine.
2. Le Conseil doit donner son avis à la ministre sur toute question que celle-ci lui soumet relativement aux sujets qui concernent l’égalité et le respect des droits et du statut de la femme.
3. Elle peut aussi, avec l’approbation préalable de la ministre, entreprendre l’étude de toute question qui relève du domaine de l’égalité et du respect des droits et du statut de la femme et effectuer ou faire effectuer les recherches qu’il juge utiles ou nécessaires.
4. Le Conseil peut recevoir et entendre les requêtes et suggestions des individus et des groupes sur toute question visée au présent article.
5. Le Conseil peut fournir de l’information au public sur toute question individuelle ou collective concernant l’égalité et le respect des droits et du statut de la femme.
6. Le Conseil doit communiquer à la ministre les constatations qu’il a faites et les conclusions auxquelles il arrive et lui faire les recommandations qu’il juge appropriées et s’assurer qu’on y donne suite.
7. Le Conseil doit saisir la ministre de tout problème ou de toute question qu’il juge de nature à nécessiter une étude ou une action de la part du gouvernement.

**CHAPITRE 6: L’unité permanente anticorruption**

1. Sur proposition du Président ou de la Présidente, l’Assemblée nationale nomme une personne Commissaire à la lutte contre la corruption. Le commissaire a pour mission d’assurer, pour l’État, la coordination des actions de prévention et de lutte contre la corruption dans le secteur public, notamment en matière contractuelle.
2. La durée du mandat du Commissaire à la lutte contre la corruption est de sept ans. Ce mandat ne peut être renouvelé.
3. Le Commissaire à la lutte contre la corruption peut démissionner à tout moment au moyen d’un avis écrit qui sera déposé à l’Assemblée nationale et à la Chambre régionale. Il est possible de destituer le Commissaire à la lutte contre la corruption par une résolution approuvée par les deux tiers du Parlement du Québec.
4. Est institué un corps de police spécialisé dans la lutte contre la corruption.

La personne à la tête de ce corps de police est le Commissaire à la lutte contre la corruption.

1. Les modalités relatives à ce corps de police sont déterminées par la loi.

**CHAPITRE 7 : La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse**

1. Est instituée la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.
2. La Commission a pour mission de veiller au respect des principes énoncés dans la Charte des droits et libertés de la personne.
3. Une personne est nommée Président de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse sur motion présentée par le Président ou la Présidente et adoptée par l’Assemblée nationale
4. La durée du mandat du Président de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse est de cinq ans
5. Le Président de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse peut démissionner à tout moment au moyen d’un avis écrit qui sera déposé à l’Assemblée nationale et à la Chambre des régions. Il est possible de destituer le Président de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse par une résolution approuvée par les deux tiers du Parlement du Québec.
6. La Commission assure, par toutes mesures appropriées, la promotion et le respect des principes contenus dans la Charte des droits et libertés de la personne.
7. Peut porter plainte à la Commission toute personne qui se croit victime d’une violation des droits relevant de la compétence d’enquête de la Commission. Peuvent se regrouper pour porter plainte, plusieurs personnes qui se croient victimes d’une telle violation dans des circonstances analogues.
8. La Commission recherche, pour toutes situations dénoncées dans la plainte ou dévoilées en cours d’enquête, tout élément de preuve qui lui permettrait de déterminer s’il y a lieu de favoriser la négociation d’un règlement entre les parties, de proposer l’arbitrage du différend ou de soumettre à un tribunal le litige qui subsiste.
9. Elle peut cesser d’agir lorsqu’elle estime qu’il est inutile de poursuivre la recherche d’éléments de preuve ou lorsque la preuve recueillie est insuffisante.

**CHAPITRE 8: Le Protecteur de la nature**

1. Une personne est nommée Protecteur de la nature sur motion présentée par le Président ou la Présidente et adoptée par l’Assemblée nationale.
2. La durée du mandat du Protecteur de la nature est de cinq ans.
3. Le Protecteur de la nature peut démissionner à tout moment au moyen d’un avis écrit qui sera déposé à l’Assemblée nationale et à la Chambre régionale. Il est possible de destituer le Protecteur de la nature par une résolution approuvée par les deux tiers du Parlement du Québec.
4. Le Protecteur de la nature intervient, sous réserve des dispositions de la loi, chaque fois qu’il a des motifs raisonnables de croire qu’on pourrait porter, qu’on porte ou qu’on a porté atteinte à la qualité de l’environnement.
5. Il intervient de sa propre initiative ou à la demande de toute personne ou groupe de personnes, qui agit pour son compte ou pour autrui.
6. Les modalités relatives à ses interventions sont déterminées par la loi.

1. *Loi sur l’exercice des droits fondamentaux et des prérogatives du peuple québécois et de l’État du Québec*, L.R.Q., c. E-20.2. [↑](#footnote-ref-1)
2. *Renvoi relatif à la sécession du Québec,* [1998] 2 RCS 217. [↑](#footnote-ref-2)
3. *Magna Carta,* signé par Jean sans Terre, Angleterre, adoption le 15 juin 1215, [En ligne] [<http://mjp.univ-perp.fr/constit/uk1215.htm>] (27 juin 2018). [↑](#footnote-ref-3)
4. *Bill of Rights, An Act Declaring the Rights and Liberties of the Subject and Settling the Succession of the Crown,* document imposé aux souverains d’Angleterre Guillaume III et Marie II, Angleterre, 1689, [En ligne] [<https://www.parliament.uk/about/living-heritage/evolutionofparliament/parliamentaryauthority/revolution/collections1/collections-glorious-revolution/billofrights/>] (27 juin 2018). [↑](#footnote-ref-4)
5. ROUSSEAU, Jean-Jacques, *Du contrat social*, Paris, Flammarion, 2011. [↑](#footnote-ref-5)
6. JEFFERSON, Thomas. *Déclaration d’indépendance : Déclaration unanime des 13 États unis d’Amérique réunis en Congrèes le 4 juillet 1776,* texte traduit de l’anglais par Thomas Jefferson, Philadelphie, 4 juillet 1776, [En ligne] [<http://www.axl.cefan.ulaval.ca/amnord/USA-hst-declaration_ind.htm>] (27 juin 2018). [↑](#footnote-ref-6)
7. ASSEMBLÉE NATIONALE CONSTITUANTE. *Déclaration des droits de l’homme et du citoyen*, France, 1789, [En ligne] [<http://www.elysee.fr/la-presidence/la-declaration-des-droits-de-l-homme-et-du-citoyen/>] (27 juin 2018). [↑](#footnote-ref-7)
8. HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L’HOMME, *Pacte international relatif aux droits civils et politiques 1966* [En ligne] [<https://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CCPR.aspx>] (26 juin 2018). [↑](#footnote-ref-8)
9. BERLIN, Isaiha, *Liberty,* Oxford : Oxford University Press, 2002. [↑](#footnote-ref-9)
10. HOBBES, Thomas, *Leviathan*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996. [↑](#footnote-ref-10)
11. LOCKE, John, *Two Treatises of government*, London, Cambridge University Press, 1967. [↑](#footnote-ref-11)
12. ISSALYS, Pierre et LEMIEUX, Denis, « L’action gouvernementale »*,* 3 éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2009. [↑](#footnote-ref-12)
13. RENAN, Ernest, *Qu’est-ce qu’une nation?*, Paris, Calmann Lévy, 1882. [↑](#footnote-ref-13)
14. *Entente concernant une nouvelle relation entre le gouvernement du Québec et les Cris du Québec*, 7 février 2002 [En ligne] [<http://www.autochtones.gouv.qc.ca/relations_autochtones/ententes/cris/entente_cris_20020207.pdf>] (26 juin 2018). [↑](#footnote-ref-14)
15. OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, *Avoir bon genre à l’écrit : guide de rédaction épicène,* Québec, Les Publications du Québec, 2006. [↑](#footnote-ref-15)
16. *Charte des droits et libertés de la personne,* L.R.Q., c. C-12. [↑](#footnote-ref-16)
17. *Loi sur le développement durable*, L.R.Q., c. D-8.1.1. [↑](#footnote-ref-17)
18. HAUT-COMMISSARIAT DES NATIONS UNIES AUX DROITS DE L’HOMME, *Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels,* 16 décembre 1966, [En ligne] [<https://treaties.un.org/Pages/ViewDetails.aspx?src=IND&mtdsg_no=IV-3&chapter=4&clang=_fr>] (26 juin 2018). [↑](#footnote-ref-18)
19. *Fortin* c. *Assemblée nationale du Québec*, Commission d’accès à l’information, décision du 11 janvier 2012, [En ligne] [<http://www.cai.gouv.qc.ca/documents/CAI_DSJ_010535ja.pdf>] (26 juin 2018). [↑](#footnote-ref-19)
20. *Loi du 9 décembre 1905 concernant la séparation des Eglises et de l’État*, Légifrance. [En ligne] [<https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=LEGITEXT000006070169&dateTexte=20180626>] (26 juin 2018). [↑](#footnote-ref-20)
21. BEAUCHAMP, Caroline, *Pour un Québec laïque*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2012. [↑](#footnote-ref-21)
22. *Loi fondamentale de la République fédérale d’Allemagne*, 1948. [↑](#footnote-ref-22)
23. RAMAUX, Christophe, *Qu’en est-il de l’État social ?* SorbonnEco, 5 avril 2016, [En ligne] [<https://sorbonneco.hypotheses.org/2450>] (19 juin 2018). [↑](#footnote-ref-23)
24. ORGANISATION DES NATIONS UNIES*, Charte des Nations Unies*, Conférence des Nations Unies pour l’Organisation internationale, 24 octobre 1945, [En ligne] [<http://www.un.org/fr/sections/un-charter/chapter-i/index.html>] (19 juin 2018). [↑](#footnote-ref-24)
25. MONTESQUIEU, Charles de Secondat, baron de, *De l’esprit des lois*, Paris, Seghers, 1972. [↑](#footnote-ref-25)
26. *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada*, 1982, R.-U., c. 11, L.R.C 1985, appendice II. [↑](#footnote-ref-26)
27. *Three Rivers Boatman Limited* c. *Conseil Canadien des Relations Ouvrières* [1969] R.C.S. 607. [↑](#footnote-ref-27)
28. BOIDIN, Bruno, « Développement humain, développement durable et ‘‘pays en développement’’ », *Développement durable et territoires,* Dossier 3 | 2004, [En ligne] [<https://journals.openedition.org/developpementdurable/1120#text>] (19 juin 2018). [↑](#footnote-ref-28)
29. MARCEL, Jean-Christophe, « Solidarité sociale » *Encyclopédie Universalis,* 2008, [En ligne], [<https://www.universalis.fr/encyclopedie/solidarite-sociale/>] (19 juin 2018). [↑](#footnote-ref-29)
30. *Loi sur la conservation du patrimoine naturel*, L.R.Q., c. C-61.01, article 2. [↑](#footnote-ref-30)
31. BOUCHARD, Gérard, « *Qu’est-ce que l’interculturalisme ?* », (2011) 56-1 *McGill Law Journal* 395. [↑](#footnote-ref-31)
32. TAYLOR, Charles, « *Multiculturalism and “The Politics of Recognition”* », Princeton, Princeton University Press, 1992. [↑](#footnote-ref-32)
33. *Charte de la langue française*, L.R.Q., c. C-11. [↑](#footnote-ref-33)
34. ORGANISATION DES NATIONS UNIES, *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*, Assemblée générale, 61/295, 2006, [En ligne], <http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf> (19 juin 2018). [↑](#footnote-ref-34)
35. ARBOUR, Jean-Maurice et PARENT, Geneviève, « Droit international Public », 6e éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2012, page 241. [↑](#footnote-ref-35)
36. *Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec*, L.R.Q., c. D-12, art. 1. [↑](#footnote-ref-36)
37. *Décret sur les armoiries du Québec,* R.R.Q, 1981, c. D-13. [↑](#footnote-ref-37)
38. *Loi sur le drapeau et les emblèmes du Québec,* L.R.Q., c. D-12. [↑](#footnote-ref-38)
39. *Loi sur la Commission de la capitale nationale*, L.R.Q., c. C-33.1. [↑](#footnote-ref-39)
40. *Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec,* L.R.Q., c. C-11.5. [↑](#footnote-ref-40)
41. *Charte de la langue française,* L.R.Q. c. C-11. [↑](#footnote-ref-41)
42. *Résolution sur la reconnaissance des nations autochtones*, Assemblée nationale du Québec, 20 mars 1985, [En ligne] [<https://www.sqrc.gouv.qc.ca/index.asp>] (26 juin 2018). [↑](#footnote-ref-42)
43. *Loi sur le patrimoine culturel*, L.R.Q., c. P-9.002. [↑](#footnote-ref-43)
44. OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE, « Ouananiche », Fiche terminologique, 2007, [En ligne], [<http://www.granddictionnaire.com/ficheOqlf.aspx?Id_Fiche=8349691>] (19 juin 2018). [↑](#footnote-ref-44)
45. *Loi sur la Fête nationale,* L.R.Q., c F-1.1, article 1. [↑](#footnote-ref-45)
46. *Décret concernant la Journée nationale des Patriotes*, Décret no. 1322-2002. [↑](#footnote-ref-46)
47. *Décret sur les armoiries du Québec,* R.R.Q, 1981, c. D-12.1, r. 1. [↑](#footnote-ref-47)
48. *Charte des droits et des libertés de la personne*, RLRQ, c. C-12. [↑](#footnote-ref-48)
49. TURP, Daniel, « La nouvelle justiciabilité internationale des droits économiques, sociaux et culturels », dans TRIBUNAL DES DROITS DE LA PERSONNE DU QUÉBEC et BARREAU DU QUÉBEC, *Race, femme, enfant, handicap : Les conventions internationales et le droit interne à la lumière des enjeux de l’égalité*, Montréal, Éditions Yvon Blais, 2010, p. 43-72. [↑](#footnote-ref-49)
50. *Charte de la langue française*, RLRQ, c. C-11. [↑](#footnote-ref-50)
51. *Loi concernant les soins de fin de vie*, RLRQ, c. S-32.0001. [↑](#footnote-ref-51)
52. CHONG, Frédéricke, « Où permet-on l’aide médicale à mourir dans le monde? La réponse en carte », *Radio-Canada*, 15 avril 2016, [En ligne], [<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/776223/euthanasie-suicide-assiste-aide-medicale-carte-monde>] (18 juin 2018). [↑](#footnote-ref-52)
53. TURP, Daniel, *La Constitution québécoise. Essais sur le droit du Québec de se doter de sa propre Loi fondamentale*, Québec, Éditions JFD, 2013. [↑](#footnote-ref-53)
54. TURP, Daniel, *La Constitution québécoise. Essais sur le droit du Québec de se doter de sa propre Loi fondamentale*, Québec, Éditions JFD, 2013. [↑](#footnote-ref-54)
55. *Charte canadienne des droits et des libertés*, partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, constituant l’annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canad*a, 1982, c.11 (R.-U.). [↑](#footnote-ref-55)
56. *Charte des droits et des libertés*, RLRQ, c. C-12. [↑](#footnote-ref-56)
57. TURP, Daniel, *La Constitution québécoise. Essais sur le droit du Québec de se doter de sa propre Loi fondamentale*, Québec, Éditions JFD, 2013. [↑](#footnote-ref-57)
58. *Charte canadienne des droits et des libertés*, partie I de la *Loi constitutionnelle de 1982*, constituant l’annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canad*a, 1982, c.11 (R.-U.), article 1. [↑](#footnote-ref-58)
59. *Charte des droits et des libertés*, RLRQ, c. C-12, article 9.1. [↑](#footnote-ref-59)
60. *Loi sur la consultation populaire*, RLRQ, c. A-23.1. [↑](#footnote-ref-60)
61. PAGÉ, Sylvain, « Manifeste pour une nouvelle culture politique », *Sylvain Pagé, député de Labelle*, (7 septembre 2011), [En ligne] [https://sylvainpagedepute.org/nouvelleculturepolitique/manifeste.pdf] (27 juin 2018), p.14. [↑](#footnote-ref-61)
62. MAALOUF, Leila, « Les référendums d'initiative populaire : une mesure répandue? », *Ici Radio-Canada*, (23 août 2012), [En ligne], [https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/575487/referendum-initiative-populaire] (21 juin 2018). [↑](#footnote-ref-62)
63. *Id.* [↑](#footnote-ref-63)
64. AMYOTTE, Luc, *Méthode quantitatives. Applications à la recherche en sciences humaines,* 3 éd., Montréal, Éditions du renouveau pédagogique, 2011, p. 46. [↑](#footnote-ref-64)
65. FILION, Marcel, GOSSELIN, Guy et GÉLINEAU, François, *Régimes politiques et sociétés dans le monde,* 2 éd., Québec, Les Presses de l’Université Laval, 2017, p. 323. [↑](#footnote-ref-65)
66. *Id.,* p. 263-264. [↑](#footnote-ref-66)
67. *The United States Constitution,* art. I, § 7, 1789. [↑](#footnote-ref-67)
68. *Loi constitutionnelle de 1867*, 30 & 31 Vict., c. 3 (R.-U.), art. 103, reproduite dans LRC 1985 c. (R.-U.). [↑](#footnote-ref-68)
69. Marcel FILION, Guy GOSSELIN et François GÉLINEAU, *Régimes politiques et sociétés dans le monde,* 2 éd., Québec, Les Presses de l’Université Laval, 2017, p.120-123. [↑](#footnote-ref-69)
70. *The Constitution of the United States of America,* art. I, § 7, 1789. [↑](#footnote-ref-70)
71. FLEMING, Robert J. et YARHI, Eli, « Députés des législatures provinciales et territoriales », *Encyclopédie canadienne*, 31 mai 2017, [En ligne], [https://www.encyclopediecanadienne.ca/fr/article/depute-provincial/], (21 juin 2018). [↑](#footnote-ref-71)
72. ISSALYS, Pierre et LEMIEUX, Denis, « L’action gouvernementale »*,* 3 éd., Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2009, p. 292-294. [↑](#footnote-ref-72)
73. *Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs*, LQ 2017 c. 13. [↑](#footnote-ref-73)
74. *Loi constitutionnelle de 1867*, 30 & 31 Vict., c. 3 (R.-U.), art. 101, reproduite dans LRC 1985 c. ann. II, no. 5. [↑](#footnote-ref-74)
75. *Valente* c. *La Reine*, [1985] 2 R.C.S. 673. [↑](#footnote-ref-75)
76. *The Constitution of the United States of America,* art. II, § 2.2, 1789. [↑](#footnote-ref-76)
77. *Constitution de la Cinquième République française*, 4 octobre 1958, art. 52. [↑](#footnote-ref-77)
78. *La Constitution belge*, 17 février 1994, art. 167, § art. 1. [↑](#footnote-ref-78)
79. *Loi sur le ministère des Relations internationales*, RLRQ, c. M-25.1.1, art. 22.3 et s. [↑](#footnote-ref-79)
80. *Constitution de la Cinquième République française*, 4 octobre 1958, art. 54. [↑](#footnote-ref-80)
81. *Constitution of the Republic of South Africa*, 1996, art. 181. [↑](#footnote-ref-81)
82. *Constitution of the Republic of South Africa*, 1996, art. 181 (2). [↑](#footnote-ref-82)
83. *Constitution of the Republic of South Africa*, 1996, art. 181 et s. [↑](#footnote-ref-83)
84. *Loi électorale*, RLRQ, c. E-3.3. [↑](#footnote-ref-84)
85. *Loi sur le vérificateur général*, RLRQ, c. V-5.01. [↑](#footnote-ref-85)
86. *Loi sur le protecteur du citoyen*, RLRQ, c. P-32. [↑](#footnote-ref-86)
87. *Loi sur la transparence et l’éthique en matière de lobbyisme*, RLRQ, c. T-11.011. [↑](#footnote-ref-87)
88. *Loi sur le Conseil du statut de la femme*, RLRQ, c. C-59. [↑](#footnote-ref-88)
89. *Loi concernant la lutte contre la corruption*, RLRQ, c. L-6.1. [↑](#footnote-ref-89)
90. *Charte des droits et libertés de la personne*, RLRQ, c. C-12. [↑](#footnote-ref-90)
91. *Constitution de la Cinquième République française*, 4 octobre 1958, art. 44. [↑](#footnote-ref-91)
92. PREUSS, Ulrich K. « The Implications of ’’Eternity Clauses’’: The German Experience », (2011) 44 *Israel Law Review* 448. [↑](#footnote-ref-92)
93. *Loi constitutionnelle de 1982,* art. 38, constituant l’annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada,* 1982, c. 11 (R.-U.). [↑](#footnote-ref-93)
94. *Charte des droits et libertés de la personne*, RLRQ, c. C-12. [↑](#footnote-ref-94)
95. *Id*, art. 45. [↑](#footnote-ref-95)